



**doctoriales**  
**en Sciences Sociales de l'eau**

**Les 4, 5 et 6 décembre 2017**

Bâtiment W Max Weber – Université Paris Nanterre

[www.reseau10-doctoriales.parisnanterre.fr](http://www.reseau10-doctoriales.parisnanterre.fr) | email [doctorialeseau2017@gmail.com](mailto:doctorialeseau2017@gmail.com)



institut  
universitaire  
de France



**Université  
Paris Nanterre**

L'université des possibles



# DOCTORIALES EN SCIENCES SOCIALES DE L'EAU

## 3<sup>e</sup> ÉDITION

4, 5 et 6 décembre 2017  
Université Paris Nanterre

Cette manifestation est organisée grâce au soutien de :



Contact : [doctorialeseau2017@gmail.com](mailto:doctorialeseau2017@gmail.com)

Site Internet : <http://reseaup10-doctoriales.parisnanterre.fr>

# SOMMAIRE

Présentation	3
Programme	4
Comité scientifique et comité d'organisation	9
Plan du campus	10
Plan du métro et du RER	11
Résumés des communications et des posters – classement par ordre alphabétique d'auteur	14
Rencontres entre jeunes chercheurs et professionnels	51
Présentation de l'exposition Bibli-Eau	52
Présentation de l'exposition photographique	54

# PRÉSENTATION

**Pour leur troisième édition**, les doctoriales en sciences sociales de l'eau se tiendront à l'Université de Paris Nanterre. Cet événement rassemblera des doctorant-e-s quelle que soit leur année d'inscription et des jeunes chercheur-e-s ayant récemment soutenu une thèse en sciences sociales ou humaines, entendues ici au sens large : économie, sociologie, sciences politiques, géographie, sciences de gestion, anthropologie, droit, histoire, histoire de l'art, archéologie, psychologie. L'objectif est de dresser un panorama des recherches récentes ou en cours et de mettre en réseau les jeunes chercheur-e-s travaillant sur la question de « l'eau », que celle-ci soit pensée comme ressource, service, risque, espace, etc., avec une pluralité d'approches et de questionnements.

**For their third edition**, the « Doctoriales » of social sciences in water will be held at the University of Paris-Nanterre. This meeting will gather researchers from early graduate students to post-docs to share their researches in the broad field of social sciences or humanities comprising economy, sociology, political sciences, geography, management, anthropology, law, history, history of art, archeology, psychology... The aim is to give a general overview of recent or on-going researches about water and to connect young researchers dealing with that question. Water will be questioned through diverse approaches, showing how water can be understood as a resource, service, risk, space, etc.

# PROGRAMME

## Lundi 4 décembre

- 9h30-10h **Accueil des participants**  
*Hall du bâtiment W*
- 10h-10h30 **Introduction des journées**  
*Amphi Weber*
- Allocution d'ouverture par **Thierry MEYER**, Vice-Président Recherche de l'Université Paris Nanterre
- Présentation des doctoriales par **Rémi BARBIER** (GESTE) et **David BLANCHON** (Mosaïques-LAVUE), membres du comité scientifique des doctoriales
- 10h30-12h30 **Session 1 : Gouverner et gérer l'eau (1)**  
Discutants : Rémi BARBIER (GESTE) et Violaine HÉRITIER (LESC)  
*Amphi Weber*
- Héloïse VALETTE** (LEREPS) : Penser l'articulation entre gouvernance des ressources en eau et des services d'eau urbains à Surakarta (Indonésie). Une analyse en termes de qualification de l'eau
- Chloé NICOLAS ARTERO** (CREDA) : La production des paysages hydriques semi-aride au Chili : une étude de la propriété de l'eau depuis la géographie juridique et la political ecology
- Kévin DEL VECCHIO** (Triangle/G-Eau) : Révélateurs de conflits et vecteurs de consensus : les cadrages du problème de surexploitation des eaux souterraines au Maroc
- Imane MESSAOUDI** (Mosaïques-LAVUE/Géosciences) : La *Groudwater economy*, un mythe sous le poids de narratives, à l'origine de nouvelles inégalités sur la plaine du Saïss (Maroc)
- 12h30-13h30 Pause déjeuner

13h30-13h45

**Présentation des posters**

Discutante : Mathilde FAUTRAS (Mosaiques-LAVUE)

*Amphi Weber*

**Houngbedji Epiphane ASSOUAN** (IRSTEA) : Poster « Analyse des préférences des usagers en termes de performance des services d'alimentation en eau potable en France : une approche de long terme »

**Amal KHAFAOUI** (Gestion des Eaux et des Sols et Développement durable/Chaire UNESCO-GN) : Poster « Gestion du risque naturel par l'inondation et l'érosion dans le Haut Atlas Occidental : Cas du bassin versant Rdat »

**Guy Roger Yoboué KOFFI** (Université Alassane Ouattara) : Poster « Approvisionnement en eau potable dans l'espace rural de la sous-préfecture de Dania (Centre-ouest de la Côte d'Ivoire) »

**Rivel MOUMBONGOYO** (CEDETE) : Poster « Lacs du Bas-Ogooué (Gabon) »

13h45-14h30

**Projection de film et débat**

Discutante : Fabienne WATEAU (LESC)

*Amphi Weber*

« La Dordogne vue par ses habitants », documentaire (20') réalisé par Émilie CREMIN, Jamie LINTON et Natacha JACQUIN. Projection et débat en présence d'Émilie CRÉMIN et de Jamie LINTON (Géolab).

14h30-16h

**Session 2 : Parler de l'eau, faire parler l'eau : archives, récits, discours**

Discutants : Olivia AUBRIOT (CNRS, CEH) et Ludovic DRAPIER (LGP)

*Amphi Weber*

**Laëtitia DEUDON** (EA 4343 Calhiste) : Penser l'eau et les cours d'eau comme espace : réflexion autour du concept de territoire fluvial

**Camille GORIN** (ArScAn) : Poitiers et ses itinéraires fluviaux et terrestres. Étude diachronique du rapport entre une ville et ses rivières

**Sarah LOUDIN** (G-Eau) : Evaluating the impacts of participatory processes for water management using the capability approach: a proposal based on the role-playing game CappWag

**Session 3 : Prix et valeurs de l'eau**

Discutants : Elise TEMPLE-BOYER et Kévin de la CROIX (Mosaiques-LAVUE)

*Salle W40*

**Amal AZIZI** (G-Eau, Cirad) : Situations diversifiées, trajectoires contrastées des exploitations agricoles autour d'une nappe surexploitée en Tunisie centrale

**H. Hassane YOUNSA** (Passages/Veso) : Les défis de l'accès à l'eau potable par compteur commun à Niamey (Niger)

**Yolette JÉRÔME** (Centre de Recherche et d'Appui aux Politiques Urbaines) : La gestion des points d'eau par les groupements communautaires : une alternative en faveur de la réduction des disparités spatiales au niveau des prix de l'eau à Canaan

16h-16h30

Pause café

16h30-17h30

**Session 2 : Parler de l'eau, faire parler l'eau : archives, récits, discours (suite)**

Discutants : Olivia AUBRIOT (CNRS, CEH) et Ludovic DRAPIER (LGP)  
*Amphi Weber*

**Gaële ROUILLÉ-KIELO** (Mosaïques-LAVUE) : Retracer l'histoire environnementale du lac Naivasha à partir des discours académiques, associatifs et médiatiques

**Enrico OHRSINGER** (CRH) : Une approche écocritique à la source linguistique. Eau et captifs turcs dans la terre ferme vénitienne à l'époque moderne

**Session 3 : Prix et valeurs de l'eau (suite)**

Discutants : Elise TEMPLE-BOYER et Kévin de la CROIX (Mosaïques-LAVUE)  
*Salle W40*

**Simon De BONVILLER** (GESTE) : Marchés de l'eau dans le bassin de Murray-Darling : peut-on détecter des délits d'initiés ?

**Solène DAVID** (LATTS) : Les « geysers sauvages » franciliens. Comment réinterroger la pensée de *l'empreinte sociale de l'eau* par l'étude des phénomènes urbains d'ouvertures des bouches d'incendie ?

18h-20h

**Présentation d'ouvrage dans le cadre du lancement de l'exposition Bibli-Eau « L'apport des sciences sociales aux études environnementales »**

*Maison des étudiants, campus de Nanterre (lieu à confirmer)*

Présentation de *Critiquer*, l'un des trois ouvrages de la trilogie « Faire des sciences sociales », paru en 2015 aux Éditions de l'EHESS et dirigé par Pascale HAAG et Cyril LEMIEUX.

- Présentation de l'ouvrage par l'un de ses coordinateurs, **Cyril LEMIEUX** (EHESS)
- Présentation du chapitre « Qu'est-ce qu'un fleuve ? Critique et enquêtes à l'épreuve de situations indéterminées » par son auteure **Alice INGOLD** (EHESS, CRH)

*Les présentations seront suivies d'un pot qui aura lieu à la Maison des étudiants, campus de Nanterre (lieu à confirmer).*

## Mardi 5 décembre

9h30-10h30

**Session 4 : Construire et détruire des barrages**

Discutantes : Gabrielle BOULEAU (IRSTEA) et Laure CROMBÉ (Mosaïques-LAVUE)  
*Amphi Weber*

**Ludovic DRAPIER** (LGP) : La perception des opérations de démantèlement d'ouvrages par les résidents en France et aux Etats-Unis : une approche par questionnaire

**Session 5 : Se battre pour l'eau, se battre avec l'eau : conflits et inégalités d'accès à l'eau**

Discutants : Jamie LINTON (Géolab) et Imane MESSAOUDI (Mosaïques-LAVUE/Géosciences)  
*Salle W40*

**Vincent CHINTA** (Mosaïques-LAVUE) : Les inégalités socio-spatiales d'accès à l'eau potable dans la ville d'Antananarivo

	<b>Silvia FLAMINIO</b> (UMR EVS) : Défendre et protéger l'eau : l'émergence d'une idéologie "No dams" ?	<b>Rachade Oladjidé Adjadi DJINADOU</b> (Ledur) : Déterminants de l'accessibilité et de la disponibilité en eau dans la dépression du Hollidjé au sud-est Benin
10h30-11h	Pause café	
11h-12h30	<p><b>Session 4 : Construire et détruire des barrages (suite)</b>  Discutantes : Gabrielle BOULEAU (IRSTEA) et Laure CROMBÉ (Mosaïques-LAVUE)  <i>Amphi Weber</i></p> <p><b>Emma LUNDBERG</b> (University of Rhode Island) : Embodied realities of brook trout (<i>Salvelinus fontinalis</i>) : how diverging skin-to-scale relationships shape recreation-biodiversity conflict, Rhode Island, USA</p> <p><b>Martine VERDY</b> (Chaire de Recherche du Canada en Eau et Urbanisation) : Relations interterritoriales, hydroélectricité et pouvoir : le cas du fleuve Churchill au Labrador</p> <p><b>Selin LE VISAGE</b> (Mosaïques-LAVUE/G-Eau) : Territorialisations par l'eau en Turquie : « 1000 jours, 1000 retenues collinaires », entre ambitions nationales et réalités locales</p>	<p><b>Session 5 : Se battre pour l'eau, se battre avec l'eau : conflits et inégalités d'accès à l'eau (suite)</b>  Discutants : Jamie LINTON (Géolab) et Imane MESSAOUDI (Mosaïques-LAVUE/Géosciences)  <i>Salle W40</i></p> <p><b>Jeanne GREMMEL</b> (UR ETBX/Irstea) : Du social de l'eau à l'eau sociale ? La trajectoire du problème de l'accès à l'eau en France (1984-2016)</p> <p><b>Yayé MOUSSA</b> (Laboratoire de Recherche en Architecture) : Téra (Niger) : une ville sans eau</p> <p><b>Elisabeth MORTIER</b> (Centre d'histoire du XIXe siècle) : Le « combat contre le désert et la sécheresse » : l'eau au Néguev et les projets sionistes à la fin du mandat britannique en Palestine</p>
12h30-14h	Pause déjeuner	
14h-16h	<p><b>Ateliers et rencontres professionnelles pour les doctorants et jeunes chercheurs</b>  <i>Salle W40</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Temps de rencontres entre doctorants et professionnels du monde de l'eau (représentants d'institutions internationales, d'entreprises, de bureaux d'étude et d'associations du secteur de l'eau) – <i>sur inscription</i></li> <li>- Ateliers entre doctorants et jeunes chercheurs autour de thématiques méthodologiques ou logistiques liées à la réalisation d'une thèse</li> </ul>	
16h-16h30	Pause café	
16h30-18h	<p><b>Présentation du Prix Pierre Massé 2016 de la Société hydrotechnique de France</b>  Discutant : François DESTANDAU (GESTE)  <i>Amphi Weber</i></p>	

**Anne-Gaëlle FIGUREAU** : *Conception et évaluation d'instruments de gestion de l'eau combinant incitations économiques et préférences sociales - Cas des prélèvements agricoles en eau souterraine*, Thèse effectuée au laboratoire G-Eau et soutenue en 2015 à Montpellier SupAgro.

19h30

Pot et soirée conviviale à Paris

## Mercredi 6 décembre

9h-11h

**Session 6 : Contrôler et sécuriser les ressources en eau : risques et pénuries**

Discutantes : Marie-Anne GERMAINE (Mosaïques-LAVUE) et Émilie CRÉMIN (Géolab)  
*Amphi Weber*

**Jacques BURY** (Centre d'histoire du XIXe siècle) : Une ressource essentielle contre le risque : l'eau dans la lutte des forces de l'ordre contre l'incendie urbain en France au XIXe siècle

**Cécile COULMAIN** (Triangle) : L'enjeu de la sécurisation de l'eau potable au Grand Lyon : émergence, trajectoire et fluctuation

**Mathilde RESCH** (Prodig) : Protéger les ressources en eau souterraine de la ville de Paris : réflexions sur les relations et les jeux de pouvoir entre la ville consommatrice et les campagnes productrices d'eau potable

**Khalilou Lahi DIAGANA** (Eso-Caen) : Vivre avec la pénurie d'eau à Nouakchott (Mauritanie). Des populations "tenues au silence" et des municipalités en marge des politiques urbaines

**Session 7 : Gouverner et gérer l'eau (2)**

Discutants : Sylvain BARONE (G-EAU) et Selin LE VISAGE (Mosaïques-LAVUE/G-Eau)  
*Salle W40*

**Guy Roger Yoboué KOFFI** (Université Alassane Ouattara) : Approvisionnement en eau potable dans l'espace rural de la sous-préfecture de Dania (Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire)

**Kadjo Henri-Joël NIAMIEN** (Université Alassane Ouattara) : Problématique de l'accès à l'eau en milieu urbain et risques sanitaires des populations à Gagnoa (Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire)

**Ariane DEGROOTE** (Prodig) : Quelle est la contribution des aménagements de petite hydraulique de montagne de la région de Salagnac (Haïti) au développement local ?

**Violaine HÉRITIER** (LESC) : Individualisme ou droit à l'eau? Une agriculture irriguée en pleine mutation sur les bords de l'oued Ourika (Maroc)

11h-11h30

Pause café

11h30-12h

**Conclusion des journées**

## **COMITÉ SCIENTIFIQUE**

**AUBRIOT Olivia** (CNRS – Centre d’Etudes Himalayennes, Villejuif)  
**BARBIER Rémi** (GESTE, Strasbourg)  
**BARONE Sylvain** (G-EAU, Montpellier)  
**BCHIR Mohamed Ali** (GESTE, Strasbourg)  
**BLANCHON David** (LAVUE, Nanterre)  
**BLOT Frédérique** (GEODE, Toulouse)  
**BOUARFA Sami** (G-EAU, Montpellier)  
**BOULEAU Gabrielle** (Irstea, Bordeaux)  
**CASCIARRI Barbara** (LAVUE, Paris)  
**DESTANDAU François** (GESTE, Strasbourg)  
**ERDLENBRUCH Katrin** (G-EAU, Montpellier)  
**EUZEN Agathe** (INEE, Paris)  
**FERNANDEZ Sara** (GESTE, Strasbourg)  
**GARIN Patrice** (G-EAU, Montpellier)  
**GERMAINE Marie-Anne** (LAVUE, Nanterre)  
**GHIOTTI Stéphane** (ART-Dev, Montpellier)  
**GRAMAGLIA Christelle** (G-EAU, Montpellier)  
**HEITZ Carine** (GESTE, Strasbourg)  
**HELLIER Emmanuelle** (ESO, Rennes)  
**HONEGGER Anne** (EVS, Lyon)  
**LESPEZ Laurent** (LGP, Paris)  
**LINTON Jamie** (GEOLAB, Limoges)  
**MONTGINOUL Marielle** (G-EAU, Montpellier)  
**ROZAN Anne** (GESTE, Strasbourg)  
**RULLEAU Bénédicte** (Irstea, Bordeaux)  
**TEMPLE-BOYER Élise** (LAVUE, Nanterre)  
**WATEAU Fabienne** (LESC, Nanterre)

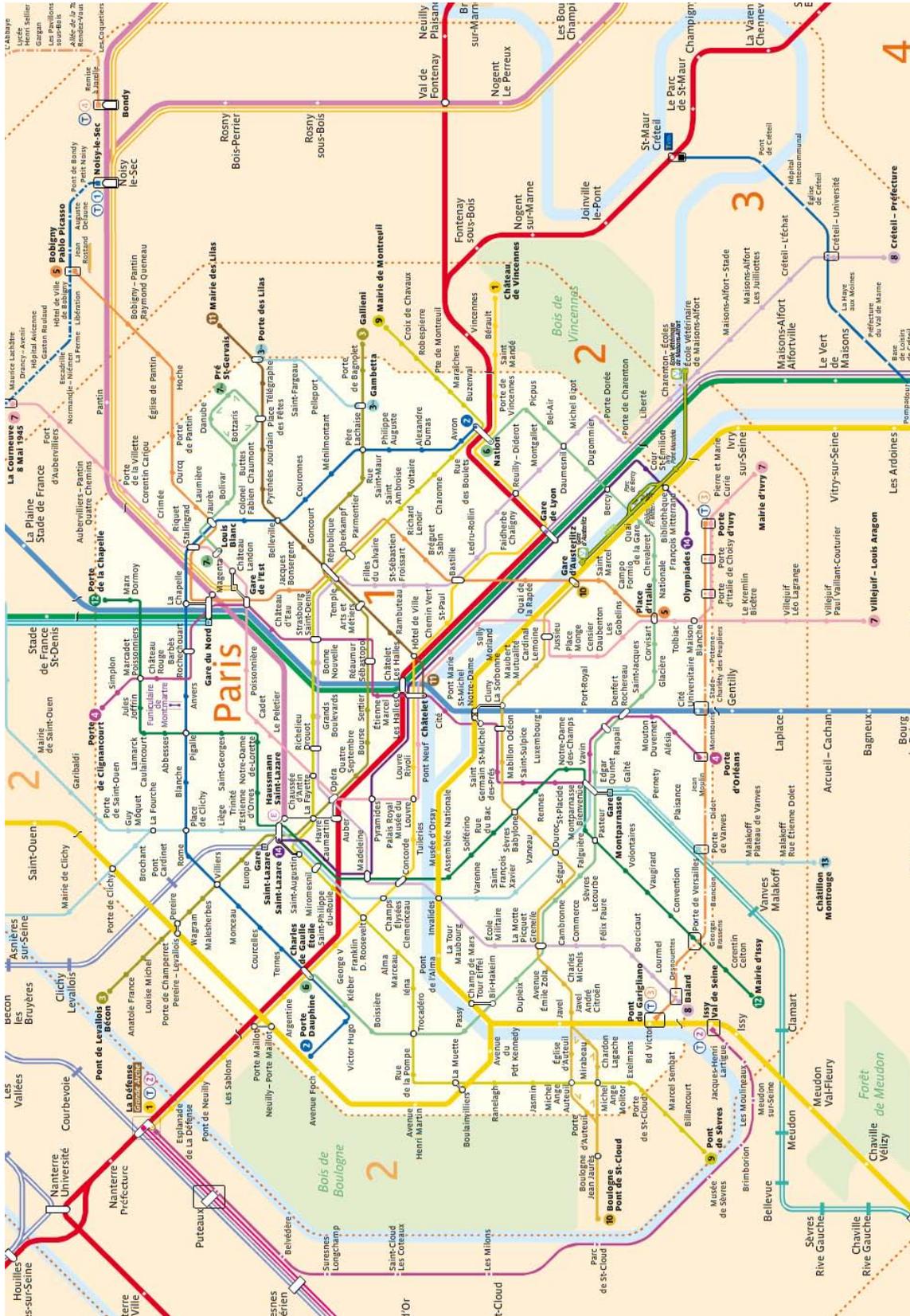
## **COMITÉ D’ORGANISATION**

**BLANCHON David**, professeur à l’université Paris Nanterre  
**CASCIARRI Barbara**, maître de conférences à l’université Paris 8 Vincennes Saint-Denis  
**CHINTA Vincent**, doctorant à l’université Paris Nanterre  
**de la CROIX Kévin**, post-doctorant à l’université Paris Nanterre  
**CROMBE Laure**, docteure en géographie  
**DRAPIER Ludovic**, doctorant à l’université de Créteil  
**FAUTRAS Mathilde**, ATER à l’université Paris Nanterre  
**FOFACK Rhoda**, doctorante à l’université Paris Nanterre  
**FOURAUULT-CAUET Véronique**, maître de conférences à l’université Paris Nanterre  
**GERMAINE Marie-Anne**, maître de conférences à l’université Paris Nanterre  
**LE VISAGE Selin**, doctorante à l’université Paris Nanterre  
**MESSAOUDI Imane**, doctorante à l’université Paris Nanterre et à l’université de Fribourg  
**PUSCHIASIS Ornella**, chargée d’étude eau chez ACTeon environnement  
**ROUILLE-KIELO Gaële**, doctorante à l’université Paris Nanterre  
**TEMPLE-BOYER Élise**, maître de conférences à l’université Paris Nanterre  
**WATEAU Fabienne**, directrice de recherche au CNRS, Nanterre

# PLAN DU CAMPUS UNIVERSITAIRE



# PLAN DU METRO ET DU RER







# ASSOUAN HOUNGBEDJI EPIPHANE

---

*epiphane.assouan@irstea.fr*

**Laboratoire de rattachement :** IRSTEA, Bordeaux (France)

**Discipline :** Économie

**Intitulé du sujet de thèse :** Approche économique de la gestion patrimoniale des infrastructures en termes de préférences des usagers – Préoccupations de long terme et critères de performance des services d'alimentation en eau potable

**Directeur(trice) de thèse :** Tina Rambonilaza et Bénédicte Rulleau

**Financement :** Région Nouvelle Aquitaine et Agence de l'Eau Adour Garonne

**Année de démarrage de la thèse :** 2016

**Mots clefs :** usager, eau, infrastructure, public, altruisme, environnement, durabilité, coopération

---

**Titre du poster :** Analyse des préférences des usagers en termes de performance des services d'alimentation en eau potable en France : une approche de long terme

**Résumé de la thèse :** Les changements globaux à savoir l'évolution climatique et les variations démographiques ont des conséquences perceptibles sur la GPIE (Gestion Patrimoniale des Infrastructures liées à l'Eau) qui constitue une approche transversale à long terme qui tient compte de l'état du patrimoine tout au long de son cycle de vie. Parallèlement à ces contraintes que subit la GPIE, on observe chez l'utilisateur du service d'eau potable en France, l'accentuation de certains comportements dont une diminution de la consommation d'eau ces dernières années (Montginoul, 2013), mais surtout l'utilisation des sources alternatives d'eau potable à l'instar des eaux de forages ou des eaux de pluie. Au-delà des difficultés de récupération des coûts de production par la GPIE qu'entraînent ces nouveaux comportements de la part des usagers, ceux-ci révèlent en fait, des nouvelles préoccupations que les usagers intègrent dans leurs préférences (jusqu'à-là caractérisées par une demande technique du service). Ces nouveaux comportements étant liés aux changements globaux, nous posons l'hypothèse que la diminution de la consommation et l'utilisation des alternatives ne s'expliqueraient pas uniquement par les économies de coûts permises mais révèlent des préoccupations socio-environnementales portées désormais par les usagers d'eau potable. Cette hypothèse est confortée par les enquêtes empiriques qui montrent que l'une des raisons évoquées par les usagers d'eau utilisant une source alternative constitue une volonté de la part de ces usagers de protéger l'environnement (Montginoul & al., 2005). L'enjeu à la fois écologique et social illustrant bien ces nouvelles préoccupations des usagers constitue indéniablement le souci de préservation de la ressource qui est un objectif de long terme à la fois garant du respect de l'environnement et garant de la continuité du service pour les générations futures. La subtilité concernant ces préoccupations environnementales est que les moyens pour atteindre les objectifs ne sont pas perçus de la même manière dans le temps, dans l'espace et entre individus (Wolsink, 2010). En ce qui concerne la préservation de la ressource en eau potable, la question qui se pose reste la taille adéquate et l'état des infrastructures et des services liés à l'eau potable qui garantiraient une durabilité de la ressource. Dès lors le renouvellement des infrastructures (assuré par la GPIE) peut apparaître comme une préoccupation socio-environnementale de « l'utilisateur-citoyen ». Nous considérons cependant que l'utilisation des alternatives peut également révéler une préoccupation environnementale du fait que certains usagers considèrent la taille "trop grande" des infrastructures comme un danger pour l'environnement. C'est pourquoi notre premier axe de recherche se propose de caractériser ces préférences hétérogènes (voire contradictoires) sur les enjeux environnementaux des usagers, en empruntant la théorie des choix collectifs (Cornes & Rubbelke, 2012), avec pour objectif final de déterminer le système le plus efficace pour une préservation durable de la ressource en eau. Une étude empirique sur 3 sites girondins se fera ensuite pour évaluer ces nouvelles préférences de l'utilisateur d'eau potable afin d'offrir à la GPIE un outil de prévision de la demande dans le long terme. Cette étude empirique constituant le deuxième axe de recherche de nos travaux, empruntera d'une part la théorie lancastérienne de la demande (multi-caractérisation des services d'eau) et d'autre part une méthodologie d'évaluation par enquête du "Choice Experiment" qui permettra de déterminer les consentements à payer des usagers pour chacune de leurs préoccupations.

*amal.azizi@cirad.fr*

**Laboratoire de rattachement** : UMR G-Eau et Cirad, Montpellier (France)

**Discipline** : Sciences économiques

**Intitulé du sujet de thèse** : Évaluation prospective de la demande en eau agricole et des options de gestion durable de la ressource en eau à l'échelle du territoire irrigué en Tunisie centrale

**Directeur(trice) de thèse** : Marielle Montginoul

**Financement** : Bourse nationale (Tunisie)

**Année de démarrage de la thèse** : 2015

**Mots clés** : Nappe souterraine, surexploitation, demande en eau, modélisation, instruments de gestion, diversité, trajectoires

---

**Titre de la présentation** : Situations diversifiées, trajectoires contrastées des exploitations agricoles autour d'une nappe surexploitée en Tunisie centrale

**Résumé** : Le développement rapide de l'usage des eaux souterraines pour l'irrigation en Tunisie a permis une croissance agricole considérable. Mais dans de nombreuses régions un tel développement devient non durable, comme c'est le cas pour la plaine de Kairouan en Tunisie centrale.

La tendance au morcellement des exploitations agricoles et l'augmentation continue du prix des intrants dans ce territoire irrigué ont conduit à une diminution des revenus des agriculteurs, incitant les irrigants à s'orienter vers des cultures à haute valeur ajoutée, pour rentabiliser leurs petits lots de terre. Mais ces cultures (maraîchage et vergers) sont en contrepartie plus consommatrices en eau, entraînant une situation de déséquilibre entre l'offre et la demande. Ce déséquilibre est encore accentué par la succession des périodes de sécheresse et les dysfonctionnements de la distribution de l'eau dans les PPI, avec des risques fréquents de pannes et des tours d'eau très longs. Ceci a engendré une compétition entre les usagers pour accéder à la ressource et une frénésie d'installation de forages privés entraînant un rabattement annuel du niveau de la nappe d'environ 1,5 m/an (CRDA, 2015). Dans ce contexte de surexploitation des nappes, l'estimation de la demande en eau et l'identification de ses déterminants paraissent incontournables. Les stratégies paysannes et les pratiques culturelles sont des éléments déterminants des prélèvements d'eau pour l'irrigation. Ces pratiques sont elles-mêmes conditionnées par le contexte pédoclimatique, la structure des exploitations et leurs stratégies d'investissement. Il est donc nécessaire de tenir compte de la diversité des exploitations dans l'estimation de leur demande en eau d'irrigation (Poussin et al, 2008). Pour être en mesure de passer du particularisme de chaque exploitation à une réflexion globale en termes de politiques.

Cet article a deux objectifs : le premier est de caractériser la diversité des exploitations agricoles en termes de structures et de stratégies de production dans une perspective d'estimation de leur demande en eau dans une zone emblématique d'un développement agricole fondé sur l'irrigation à partir d'une nappe souterraine surexploitée. Le second objectif est d'étudier les dynamiques récentes d'évolution de ces exploitations en lien avec les changements dans l'accès à l'eau. Nous tenterons en particulier de répondre aux questions suivantes :

Y a-t-il eu des changements importants dans la structure des exploitations (morcellement, main d'œuvre, équipements ...) qui ont influencé leurs choix de production et donc leur demande en eau ? Dans quel sens et dans quelle proportion ont évolué les superficies irriguées ? Y a-t-il eu des modifications des cultures irriguées ? Les pratiques et techniques d'irrigation ont-elles changé ? Y a-t-il des inégalités d'accès à la ressource ? Ont-elles augmenté ou diminué dans la période récente ? Cela amène-t-il au développement d'échanges d'eau entre exploitations ? La compréhension des dynamiques passées des exploitations agricoles nous a servi à affiner la typologie, à replacer les types actuels sur une trajectoire d'évolution et à identifier les scénarios d'évolution possibles pour les différents types d'exploitations.

*jacquesbury01@gmail.com*

**Laboratoire de rattachement** : Centre d'histoire du XIXe siècle (Paris I / Paris IV), France

**Discipline** : Histoire contemporaine

**Intitulé du sujet de thèse** : Des villes à l'épreuve du feu ? Sapeurs-pompiers, gendarmes et policiers face à l'incendie au XIXe siècle

**Directeur(trice) de thèse** : Jean-Noël LUC (Paris Sorbonne), Pierre KARILA-COHEN (Rennes 2)

**Financement** : contrat doctoral (université Paris Sorbonne)

**Année de démarrage de la thèse** : 2015

**Mots clés** : histoire urbaine, société, sécurité, incendie, risque, vulnérabilité, lutte, prévention, représentations, aménagement, réseaux, eau, pouvoirs publics, pompiers, policiers, assurances

---

**Titre de la présentation** : Une ressource essentielle contre le risque : l'eau dans la lutte des forces de l'ordre contre l'incendie urbain en France au XIXe siècle

**Résumé** : Pour les périodes moderne et contemporaine, les études historiques et géographiques ont montré les modifications progressives mais substantielles induites par l'industrialisation dans la morphologie des villes françaises, dont la capitale. Dans le même temps, le feu apparaît, à la charnière des XVIIIe-XIXe siècle, comme un risque urbain majeur (C. Chaline, J. Dubois-Maury). Dans ce contexte, alors que l'essor de l'utilisation du feu sous ses formes variées pose avec acuité la question de l'utilisation du bois dans les constructions (F. Fries, S. Yerasimos), ce fléau urbain par excellence (J. Delumeau, Y. Lequin) prend une forme plus diffuse dans la ville, nécessitant une réponse adaptée des autorités publiques et des forces de l'ordre en matière de politiques de prévention et de lutte face à l'émergence de nouveaux risques urbains industriels (T. Le Roux). L'eau occupe bien sûr une place fondamentale dans les politiques et les pratiques de prévention et de lutte contre l'incendie. Les sources rencontrées dans notre recherche – notamment les registres d'ordres des sapeurs-pompiers de Paris, les rapports de police, mais aussi les rapports des fontainiers des Arts et Métiers comme les archives statistiques – ainsi que les sources imprimées (manuels, traités, essais, articles de presse) témoignent des **modalités des usages et des aménagements de l'eau dans la prévention et la lutte contre le risque d'incendie urbain au XIX<sup>e</sup> siècle**.

Ressource indispensable, l'eau est à plus d'un titre au cœur de ce dispositif spatial. Nous souhaiterions ainsi montrer :

- 1) Dans quelle mesure, dans le cadre de la prévention et de la lutte contre l'incendie, **l'eau apparaît comme un facteur d'aménagement urbain, à toutes les échelles – celle des villes, celle des rues, celle des bâtiments** : l'exigence de mise en disponibilité de la ressource conditionne un aménagement qui se fait selon une double logique réticulaire (réseaux d'adduction) et territoriale (principe de couverture spatiale).
- 2) Dans cette perspective, nous étudierions dans un second temps la question **des savoirs, savoir-faire et pratiques qui se structurent autour de la ressource** : en effet, l'usage de l'eau fait intervenir à différentes étapes de la prévention et de la lutte une pluralité d'acteurs, des sapeurs-pompiers aux porteurs d'eau en passant par les architectes, les gardiens de réservoirs et les fontainiers : ces acteurs se saisissent à des degrés divers de cette ressource dont ils font un usage conditionné par le contexte.
- 3) **Nous aborderions enfin les contraintes structurelles et conjoncturelles de l'usage de l'eau comme ressource, ainsi que les difficultés concrètes et les adaptations nécessaires rencontrées** : problèmes techniques (disponibilité, pression), problèmes climatiques (gel, sécheresse), problème matériels (dégâts causés par son utilisation en intervention).

chinta.vincent@gmail.com

**Laboratoire de rattachement** : Mosaïques-LAVUE, Nanterre (France)

**Discipline** : Géographie humaine

**Intitulé du sujet de thèse** : Les inégalités socio-spatiales d'accès à l'eau potable dans la ville d'Antananarivo (Madagascar)

**Directeur(trice) de thèse** : David Blanchon

**Financement** : Aucun

**Année de démarrage de la thèse** : 2017

**Mots clefs** : eau, cycle hydrosocial, Antananarivo

---

**Titre de la présentation** : Les inégalités socio-spatiales d'accès à l'eau potable dans la ville d'Antananarivo

**Résumé** : L'objectif de cette proposition de communication aux Doctoriales en Sciences sociales de l'Eau est de présenter les avancées d'une thèse de doctorat en géographie humaine sur les problématiques d'accès et de gestion de l'eau potable dans la ville d'Antananarivo à Madagascar. Cette thèse analyse les inégalités socio-spatiales d'accès à l'eau dans une démarche de re-politisation et d'historicisation des questions de l'eau. Elle interroge aussi à une échelle différente, la gouvernance mondiale de l'eau et les conséquences de la diffusion du modèle de la gestion intégrée des ressources en eau sur les politiques publiques de l'eau à Madagascar. Le cadre théorique s'inscrit dans le concept du cycle hydrosocial proposé par Jamie Linton. Le cycle hydrosocial s'attache à comprendre comment l'eau est co-constituée à travers un assemblage hydrologique, politique, historique et technologique pour produire une instance donnée de l'eau. On distingue plusieurs périodes qui ont produit des instances différentes de l'eau à Antananarivo. Pour exemple, celle du roi Andrianampoinimerina (1787-1810), le monarque hydraulicien qui a aménagé la plaine agricole du Betsimitatatra pour la riziculture à travers un réseau d'aménagement hydroagricole (digue, canaux de drainage) qui lui a assuré une emprise politique forte et marqué le paysage tananarivien. Le segment actuel commence en 1999 avec l'adoption du code de l'eau qui reconnaît à la ressource en eau une valeur économique et en 2004 le passage à un modèle de gestion payante pour les bornes-fontaines publiques de la commune urbaine d'Antananarivo. Pour étudier plus finement les inégalités socio-spatiales d'accès à l'eau potable à Antananarivo, on utilise le concept de *waterscape* d'Erik Swyngedouw. Le *waterscape* traite de la relation dialectique entre eau et société. Il dresse une fresque des éléments géographiques, des choix technologiques et des enjeux politiques qui permettent de saisir les inégalités inhérentes à un moment donné ainsi que les éléments qui produisent ces inégalités. Le *waterscape* d'Antananarivo se caractérise par une relative abondance de la ressource naturelle en eau qui est menacée par la mauvaise gestion des bassins versants d'origine anthropique (déforestation, ensablement) et les effets du changement climatique. Les enjeux politiques nationaux, municipaux et locaux s'entremêlent et interfèrent dans l'exécution des politiques publiques de l'eau (corruption, détournement, agenda caché). Le manque d'investissement a eu pour conséquence une capacité de production d'eau insuffisante face à l'accroissement de la population. Les populations défavorisées sont victimes du manque de bornes-fontaines qui les contraint à aménager leurs temps sociaux et à réduire leur consommation d'eau pour préserver leur budget. Antananarivo s'est construite sur la maîtrise de l'eau, mais aujourd'hui l'eau est devenue un élément perturbateur (inondations, prix, disponibilité) de l'organisation socio-spatiale de la ville.

*cecile\_coulmain@yahoo.fr*

**Laboratoire de rattachement** : UMR Triangle, Lyon (France)

**Discipline** : Science politique

**Intitulé du sujet de thèse** : L'intercommunalité à l'épreuve de l'eau : une stratégie d'agglomération inachevée. Socio-histoire de la gestion de l'eau à la Communauté urbaine de Lyon – 1969 – 2015

**Directeur(trice) de thèse** : Renaud Payre

**Financement** : CIFRE

**Année de démarrage de la thèse** : 2012

**Mots clefs** : Action publique, intercommunalité, pouvoir local, opérateurs urbains, gestion de l'eau, savoirs, expertise

---

**Titre de la présentation** : L'enjeu de la sécurisation de l'eau potable au Grand Lyon : émergence, trajectoire et fluctuation

**Résumé** : Cette communication propose de revenir sur la genèse et l'évolution de la question de la sécurisation de l'eau potable sur le territoire de l'agglomération lyonnaise. Si les enjeux liés à la qualité de l'eau à Lyon émergent dès le XIX<sup>ème</sup> siècle et s'affirment dans la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle (dont l'épisode de typhoïde de 1929 constitue un marqueur), ils prennent une dimension pleinement territoriale et institutionnelle à partir de la création, en 1969, de l'établissement public de coopération intercommunale, le Grand Lyon (aujourd'hui métropole). Mais loin d'être linéaire et spontanée, l'histoire de la protection de la ressource en eau pour l'intercommunalité est associée, voire tributaire des évolutions administratives et politiques de l'établissement. Il s'agira dès lors d'analyser les différents moments de gestion et de politisation du problème de la sécurisation de l'eau, et sa traduction en termes d'action publique intercommunale. En effet, si l'on peut considérer que cet enjeu a toujours été à l'ordre du jour (du moins assez rapidement) des services communautaires en charge de son administration, sa mise à l'agenda politique reste toutefois plus incertaine et soumise aux aléas de la direction et de l'organisation générale de l'intercommunalité.

Plusieurs moments de cette histoire se distinguent. D'abord, celui relativement long correspondant au premier âge de la Communauté urbaine de Lyon (de 1969 à 1989 environ). Alors que l'institution fonctionne selon un modèle gestionnaire [Kerrouche, 2008], la construction de la sécurisation de la ressource comme enjeu intercommunal est initialement le fruit de revendications externes, par le biais notamment de l'autorité préfectorale, et les solutions proposées témoignent des négociations soutenues entre différents acteurs en présence, notamment privés - à l'instar d'un des opérateurs exploitant du service public de l'eau, la Compagnie Générale des Eaux. Ensuite, le tournant du Grand Lyon vers une intercommunalité de projet [Pinson *et al.*, 2015], à partir des années 90, marque conjointement une nouvelle impulsion pour garantir la préservation du service d'eau potable. S'appuyant sur une culture de l'innovation, les services administratifs cherchent à mettre en œuvre un nouveau cadre d'action pour garantir l'approvisionnement en eau. Mais les difficultés opérationnelles auxquelles ils font face préfigurent, pour la période actuelle, des concurrences sectorielles et politiques en interne de l'institution (notamment la politique de développement économique) qui pèsent sur l'action en matière de protection de la ressource en eau. De plus, l'élargissement des scènes de politisation de la gestion de l'eau (avec la mise en place de la Commission Locale de l'Eau notamment) à l'échelle du territoire intercommunal engage le Grand Lyon dans un repositionnement politique, soumis néanmoins à des arbitrages et priorisations incertains à l'heure de la métropolisation de l'institution.

# CRÉMIN Emilie

---

*emilie.cremin@gmail.com*

**Statut :** Docteure en géographie, chercheur associé, chargée d'enseignement

**Laboratoire de rattachement :** GEOLAB UMR 6042, Limoges (France)

**Discipline :** Géographie

**Thématiques de recherche :** Interactions sociétés-milieus, relations Homme-Nature

**Mots clefs :** Fleuves, rivières, perceptions, discours

---

**Titre du film :** La Dordogne vue par ses habitants

**Résumé :** La rivière Dordogne joue un rôle important dans la vie sociale et culturelle de la vallée. Alors que de nombreux films documentaires ont été produits sur l'esthétique, le patrimoine ou la biodiversité environnant la rivière Dordogne, celui-ci met en avant les relations entre les habitants et leur rivière.

Ce film donne la parole aux habitants du bassin-versant de la Dordogne afin qu'ils puissent transmettre leurs regards sur cette rivière qui les unit de ses sources en Auvergne à son estuaire en Gironde. Le film rassemble des points de vues variés émanant de citoyens, d'usagers, d'agriculteurs, de naturalistes, de techniciens, de pêcheurs, de saisonniers du tourisme réunis au cours d'ateliers participatifs dans cinq communes le long de la Dordogne : Bort-les-Orgues, Argentat, Carlux, Sainte-Foy-la-Grande et Saint-André-de-Cubzac. Ces ateliers participatifs et les entretiens réalisés sur le terrain furent organisés afin de mettre en relation et d'établir un dialogue entre les habitants. Dans chaque secteur géographique, ils ont exprimé ce qu'ils souhaitent raconter en réalisant des croquis et des cartes participatives.

La question principale posée à tous les participants et intervenants fut la suivante : « c'est quoi pour vous la Dordogne ? »

Durée : 20 minutes, HD

Réalisation : Emilie Crémin

Direction scientifique : Jamie Linton et Natacha Jacquin

Production : Fondation de l'Université de Limoges, Chaire capital environnemental et gestion durable des cours d'eau

Plus d'information : <http://fondation.unilim.fr/chaire-gestioneau/2016/12/15/films-documentaires/>

*solene.david@enpc.fr*

**Laboratoire de rattachement** : LATTs, Champs-sur-Marne (France)

**Discipline** : Géographie

**Intitulé du sujet de thèse** : L’empreinte sociale de l’eau en Île-de-France

**Directeur(trice) de thèse** : Agathe Euzen

**Financement** : CIFRE (Veolia Eau d’Île-de-France)

**Année de démarrage de la thèse** : 2016

**Mots clefs** : Eau potable, empreinte, social, environnement, Île-de-France

---

**Titre de la présentation** : Les « geysers sauvages » franciliens. Comment réinterroger la pensée de l’*empreinte sociale de l’eau* par l’étude des phénomènes urbains d’ouvertures des bouches d’incendie ?

**Résumé** : L’actualité des mois de mai à août 2017 a été marquée par les « ouvertures sauvages » de bouches d’incendie dans différentes communes des départements franciliens (Hauts-de-Seine, Yvelines, Essonne, Seine-Saint-Denis), en période de fortes chaleurs, voire de canicule. De tels événements posent la question de la présence de l’eau au sein des espaces urbains, dans un contexte de changement global : réchauffement climatique et augmentation des températures, densification urbaine, inégalités socio-spatiales... La thématique de l’eau en ville répond à des enjeux d’accès à l’eau dans les espaces publics pour la boisson et l’hygiène, mais aussi d’agrément, de loisirs, de confort urbain et de bien-être ; elle soulève également le problème des inégalités environnementales. L’actualité récente des bouches d’incendie montre par ailleurs que cette thématique n’est pas déconnectée du fonctionnement des services publics d’eau potable, bien qu’on puisse au premier abord avancer qu’elle se situe en dehors de leur champ d’intervention et de compétences. En effet, ces phénomènes, dont plusieurs ont été recensés en Île-de-France dès 2015, ont un impact direct sur le fonctionnement du réseau (baisse de pression, principalement) et représentent une perte financière pour les services de l’eau.

La présentation proposée sera l’occasion d’exposer les premiers résultats d’une étude de cas centrée sur les événements associés aux ouvertures de bornes d’incendie au sein du territoire du Syndicat des Eaux d’Île-de-France (Sedif), pour lequel l’approvisionnement en eau potable est géré par Veolia Eau d’Île-de-France, en Délégation de Service Public. Cette étude de cas s’inscrit dans le cadre de la réflexion engagée sur la construction d’un concept « d’empreinte sociale de l’eau », dont la structuration théorique, méthodologique et empirique est l’objectif principal de mon projet de thèse. Le concept d’empreinte, dans sa déclinaison *environnementale*, a donné lieu au développement de plusieurs conceptualisations, méthodologies et indicateurs – empreintes écologique, carbone, eau etc. En revanche, il n’est à ce jour qu’extrêmement peu développé dans sa version *sociale*. L’objectif de mon travail est ainsi d’examiner dans quelle mesure et sous quelles conditions ce concept d’empreinte pourrait être transposé dans le domaine social, afin de penser et d’exprimer différentes problématiques sociales liées à la gestion de l’eau potable. Cet objectif répond à la nécessité de développer de nouveaux outils permettant de penser les enjeux sociaux associés aux problèmes environnementaux et au changement global – une dimension sociale qui demeure pour l’heure sous-investie dans les paradigmes de pensée habituels, comme celui du *développement durable*. L’ancrage théorique de l’*empreinte sociale de l’eau* se situe au carrefour de trois grandes approches de recherche et d’évaluation : la pensée des empreintes dans le champ de l’évaluation environnementale ; le champ de l’évaluation sociale ; les approches qualitatives de l’eau en sciences sociales (notamment, sur la figure de l’usager, sur les pratiques sociales liées à l’eau et sur les territoires de l’eau). À travers cette présentation, il s’agira d’envisager en quoi l’étude des cas d’ouvertures de bornes d’incendie contribue à problématiser la réflexion sur l’empreinte sociale, autour de deux ordres de questionnements principaux. En premier lieu, on examinera en quoi cette situation réinterroge les différentes facettes d’un individu dans sa relation à l’eau, en se demandant notamment dans quelle mesure elle invite à remettre en cause les catégories traditionnelles de l’usager - abonné, client ou consommateur - pour mieux prendre en compte l’individu dans son rapport avec l’eau sur un territoire spécifique, dans ses besoins et dans son *habiter* la ville. En second lieu, cette étude de cas permettra d’investiguer les interactions entre différents types de territorialités associées à l’eau dans les espaces urbains : comment les territoires opérationnels et infrastructurels (ceux des services de l’eau, ceux des pompiers) entrent-ils en relation et en tension au sein d’un même espace avec des territoires sociaux et habités, caractérisés par un besoin d’accès à l’eau et au rafraîchissement, une recherche de loisir, une recherche de confort urbain ?

# DE BONVILLER Simon

---

*simon.de.bonviller@gmail.com*

**Laboratoire de rattachement** : UMR GESTE, Strasbourg (France)

**Discipline** : Sciences Economiques

**Intitulé du sujet de thèse** : Marchés de l'eau : efficacité et impacts économiques

**Directeur(trice) de thèse** : Anne Rozan

**Financement** : Contrat Doctoral

**Année de démarrage de la thèse** : 2015

**Mots clefs** : Marchés de l'eau, Bassin de Murray-Darling, délit d'initié

---

**Titre de la présentation** : Marchés de l'eau dans le bassin de Murray-Darling : peut-on détecter des délits d'initiés ?

**Résumé** : Le bassin de Murray-Darling, au sud-est de l'Australie, héberge les marchés de l'eau les plus aboutis au monde (Grafton et al., 2010). Ces marchés constituent l'un des outils économiques pouvant être appliqués à la gestion de l'eau. Leur principe est simple : des droits de propriété sont appliqués à l'eau, le volume total d'extraction (pour l'irrigation, par exemple) est limité (*capped*), et les agriculteurs peuvent acheter ou vendre, de façon temporaire (1 an) ou permanente, ces droits sur des marchés.

Dans leur principe, les marchés de l'eau doivent orienter l'eau depuis des usages peu producteurs de valeur (exemple : la production de fourrage, ou le coton) vers des usages à plus haute valeur ajoutée (exemple : l'horticulture). Dans leur application, différents problèmes se posent. L'un de ces problèmes concerne le soupçon de transactions effectuées par des *inside traders*, utilisant des informations sur le point d'être rendues publiques pour leur propre profit : on parle alors de délits d'initiés.

Différents échanges avec des praticiens australiens des marchés de l'eau ont mis en avant de potentiels délits d'initiés liés aux annonces du niveau des allocations d'eau dans le bassin. Ces annonces sont des événements importants sur les marchés de l'eau : les autorités y décrivent le volume d'eau touché par chaque licence à des fins d'irrigation. En cas de sécheresse, ces volumes sont faibles, voire nuls ; en situation d'abondance (fortes pluies, etc), ces volumes sont importants. Ces annonces impactent directement l'offre en eau sur les marchés, et ont donc un impact sur le prix du marché.

Pour différents motifs, certains agents économiques ont un accès à l'information avant l'annonce faite au grand public, principalement au travers de consultations. Utiliser cette information leur permettrait d'intervenir judicieusement sur les marchés avant les autres, réalisant ainsi un profit personnel.

Ce papier, coécrit à Adélaïde (Australie) en collaboration avec des économistes australiens (Sarah Wheeler et Alec Zuo) du *Global Food and Resources centre* de l'Université d'Adélaïde, questionne l'existence de telles transactions, illégales depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2014 dans le bassin de Murray-Darling. Nous analysons 9 ans de transactions (2008-2017) sur les deux principales zones de trade du bassin, à la recherche de signes de potentiels délits d'initié. S'inspirant des méthodologies adoptées par différentes autorités de régulations des marchés financiers, l'analyse mobilise l'économétrie des séries temporelles, et recoupe des données agricoles, climatiques, économiques et de marché.

Nos résultats empiriques, encore en consolidation, varient selon la zone concernée et la configuration du modèle ; ils doivent donc être interprétés avec précaution. Nous détectons toutefois des traces d'activités suspectes dans la principale zone de trade du bassin, celle de Goulburn Broken. Ces mouvements significatifs ne semblent pas subsister après 2014, suggérant que la réglementation mise en place la même année a porté ses fruits.

*ariane.degroote1@gmail.com*

**Laboratoire de rattachement** : UMR PRODIG/AgroParisTech, Paris (France)

**Discipline** : Géographie, Agriculture comparée, Économie rurale

**Intitulé du sujet de thèse** : Le projet de Salagnac : quelle contribution au développement de l'agriculture locale et au développement économique national ?

**Directeur(trice) de thèse** : Sophie Devienne

**Financement** : ONG Enfants Sans Frontières

**Année de démarrage de la thèse** : 2015

**Mots clefs** : Evaluation économique, méthode des effets, impacts socio-économiques, système agraire, système de production, valeur ajoutée, développement durable, développement agricole, Haïti

---

**Titre de la présentation** : Quelle est la contribution des aménagements de petite hydraulique de montagne de la région de Salagnac (Haïti) au développement local ?

**Résumé** : En Haïti, malgré une pluviométrie élevée dans certaines régions de montagne calcaire, les eaux s'infiltrent au sein de ce substrat perméable et ne réapparaissent qu'au contact d'une couche imperméable, sous forme d'exurgences, plusieurs centaines de mètres plus bas. C'est le cas de la région de Salagnac dans le sud du pays qui bénéficie d'une pluviométrie élevée (2000mm/an) mais en l'absence de maîtrise de l'eau, contraint les agriculteurs à réaliser des corvées d'eau à pied, mobilisant leur force de travail plusieurs heures par jour. Au milieu des années 1970, une démarche originale de recherche et développement a été mise en œuvre et a identifié la problématique de l'accès à l'eau comme levier prioritaire pour œuvrer au développement de la région. Cette approche se distingue puisqu'elle continue de porter ses fruits à l'heure actuelle, plus de trente ans après son démarrage, dans un contexte où nombre d'interventions en Haïti n'ont eu qu'un résultat limité.

Afin de répondre à la contrainte d'absence de réseau hydrographique en surface, des ouvrages de petite hydraulique ont été construits : citernes familiales (8 à 12 m<sup>3</sup>) et collectives (50 à 300 m<sup>3</sup>) de récupération des eaux de pluie. Dans l'objectif de valoriser cette eau disponible, la réalisation d'aménagements hydrauliques a été accompagnée d'actions visant à l'intensification maraichère des systèmes de culture : micro-crédit, formations, infrastructures de transport, mise en place de structures d'approvisionnement d'intrants.

Depuis les années 1980, plus de mille citernes familiales et une vingtaine d'aménagements collectifs ont été construits, permettant aujourd'hui de stocker près de 10 000 m<sup>3</sup> d'eau de pluie. Ces investissements, hors de portée des agriculteurs limités par leur faible capacité d'investissement, leur ont permis de disposer d'eau pour la consommation, les usages domestiques, l'arrosage de pépinières maraichères et l'abreuvement de l'élevage. La plus grande disponibilité en temps de travail grâce à la réduction des corvées d'eau ainsi que l'irrigation d'appoint ont contribué au développement du maraichage. La possibilité d'irriguer les pépinières de légumes a étendu la saison culturale et permis de vendre les légumes en période de prix élevés sur les marchés de la capitale. Cette évolution a entraîné l'accroissement des revenus des agriculteurs et l'amélioration de leur niveau de vie.

Face à la réussite durable de ce projet, il est apparu intéressant de conduire un travail de recherche qui se propose d'en évaluer les effets et d'en éclairer les conditions de mise en œuvre et de pérennité. Il s'agit de comprendre les transformations du système agraire induites par les interventions et d'évaluer si elles ont permis d'augmenter les revenus de l'ensemble des agriculteurs, d'améliorer leurs conditions économiques et de réduire les inégalités sociales. Ce travail vise également à comprendre comment la création de richesse se répartit entre l'ensemble des agents économiques de la région. Il s'efforcera enfin d'identifier les impacts en matière de préservation de l'environnement. Cette recherche s'inscrit dans le champ disciplinaire de l'Agriculture comparée. L'approche proposée combine l'analyse systémique du fonctionnement technico-économique des exploitations et la compréhension fine de leur insertion dans leur environnement socio-économique et dans le temps long des dynamiques agraires. Elle s'appuie pour cela sur la combinaison de différentes échelles d'analyse complémentaires et sur la mobilisation des concepts correspondants, notamment celui de système agraire qui est central dans cette démarche car il permet de se représenter les réalités agraires comme des systèmes complexes dans lesquels les éléments écologiques, techniques, économiques et sociaux ne peuvent évoluer indépendamment les uns des autres.

*kevin.del-vecchio@sciencespo-lyon.fr*

**Laboratoire de rattachement** : UMR Triangle (Lyon) et UMR G-Eau (Montpellier), France

**Discipline** : Science politique

**Intitulé du sujet de thèse** : Analyse des politiques de gestion des eaux souterraines au Maroc

**Directeur(trice) de thèse** : Gilles Massardier (Cirad, UMR Triangle, UMR Art-Dev)

**Financement** : Contrat CIFRE avec ACTeon Environment

**Année de démarrage de la thèse** : 2014

**Mots clefs** : politiques publiques, action publique, eaux souterraines, contrat de nappe, Maroc

---

**Titre de la présentation** : Révélateurs de conflits et vecteurs de consensus : les cadrages du problème de surexploitation des eaux souterraines au Maroc

**Résumé** : Depuis leur création dans les années 2000, les agences de bassin hydraulique marocaines dénoncent la « surexploitation » de l'eau des nappes souterraines et mettent en avant les risques de pénurie menaçant cette ressource (Agence de bassin du Sebou, 2013). Face à cela, les agences proposent la mise en œuvre de « contrats de nappe » destinés à réguler les usages de la ressource en organisant les relations entre les différents acteurs concernés à travers un engagement sur des objectifs chiffrés. L'analyse de la mise en œuvre des contrats de nappe, instruments en réalité éloignés des principes de « gestion intégrée et concertée » dont ils se réclament, témoignent de l'importante sectorialisation des politiques publiques dans le domaine au Maroc.

Les négociations autour de la mise en œuvre de ces politiques, et plus concrètement de la rédaction des contrats de nappe et des transactions en vue de leur signature, donnent à voir une pluralité de discours. En empruntant à la littérature sur les approches discursives des politiques publiques (Jones et Radaelli 2015; Roe 1994), nous considérons qu'il existe des discours de types généraux qui permettent de donner une justification d'ordre global à une politique, d'exprimer une vision d'ensemble sur une situation actuelle ou d'exposer une vision prospective. Développés autour d'éléments plus précis, nous retrouvons les récits de politique publique (Radaelli 2010) qui participent à faire le lien entre la définition d'un problème public et les solutions envisagées pour le traiter. Enfin, les « story-lines » (Hajer 2005) constituent un condensé de ces récits et établissent un lien direct entre un problème et un produit de politique publique spécifique.

A travers ces différents discours, les différents acteurs expriment leur position, et les discours reflètent parfois d'importants désaccords sectoriels, principalement entre les administrations hydraulique et agricole. Analyser les discours des acteurs permet de comprendre plus précisément la nature de ces désaccords, notamment pour comprendre s'ils portent sur des interprétations différenciées d'une même situation relative à l'usage des eaux souterraines, ou encore s'ils relèvent d'une analyse différenciée qu'ils font de telle ou telle orientation stratégique. Cependant, selon le contexte d'énonciation du discours, celui-ci peut également être utilisé comme un outil de rassemblement, la sélection de certains éléments au détriment d'autres agissant alors comme un vecteur de consensus entre les acteurs qui peuvent alors se retrouver autour d'un même discours. Nous voulons montrer, à partir de nos cas d'étude, comment les acteurs ont recours à des stratégies discursives lors du processus de fabrique de l'action publique, et comment cela peut participer à faire apparaître coup-à-coup leurs adversaires comme des alliés, et inversement.

*laetitia.deudon@live.fr*

**Laboratoire de rattachement** : EA 4343 Calhiste, Valenciennes (France)

**Discipline** : Histoire environnementale

**Intitulé du sujet de thèse** : Géohistoire comparée de la construction des paysages et territoires fluviaux. Exemples de la vallée de l'Escaut – France et Belgique (12<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècles) et de la vallée du Saint-Laurent – Canada (17<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècles)

**Directeur(trice) de thèse** : Corinne Beck et Michèle Dagenais

**Financement** : Contrat doctoral de l'Université de Valenciennes et financement intégré de l'Université de Montréal (Canada)

**Année de démarrage de la thèse** : 2015

**Mots clefs** : géohistoire, aménagement, territoire fluvial

---

**Titre de la présentation** : Penser l'eau et les cours d'eau comme espace : réflexion autour du concept de territoire fluvial

**Résumé** : Les récents travaux d'histoire environnementale et de géohistoire contribuent à mettre en dialogue les relations en eau et espace à travers des approches systémiques telles que l'approche hydrosociale (Swynegedouw, 2009), paysagère (Valette et Carozza, 2010), environnementale, etc. Les recherches actuelles réalisées par les spécialistes de la question tendent de plus en plus à faire le lien entre transformation de l'environnement et construction des territoires (Fournier et Massard-Guilbaud, 2016). Dans cette veine, plusieurs chercheurs nord-américains et européens adoptent une approche territoriale pour appréhender l'espace fluvial sous un nouveau jour et soulever de nouveaux questionnements dans l'optique de fournir un regard neuf sur la rivière et l'eau.

Cette communication s'inscrit dans le cadre de la préparation d'une thèse en géohistoire environnementale comparée des cours d'eau qui vise à repenser l'approche de l'eau et des cours d'eau à la lumière du concept de territoire fluvial qui a commencé à être utilisé dans les recherches en géographie environnementale (Lespez, 2012) et en archéologie fluviale (Serna, 2006 et 2013). À travers ce concept, la problématique principale est de voir dans quelles mesures l'espace fluvial et l'eau constituent un territoire à part entière en tant qu'espace approprié, aménagé, organisé et pensé disposant de différents niveaux de territoires ou territorialités visibles à travers les types d'aménagement, d'usages (métiers du bord de l'eau, activités industrielles, navigation), les acteurs en présence et les temporalités propres à chacune de ces territorialités, révélatrices de processus technologiques, socio-économiques, socio-politiques et culturels.

Le territoire fluvial constitue ainsi le socle de développement des sociétés riveraines pourvu de différentes significations et fonctions, donnant lieu à des configurations hydrosociales et envirotechniques multiples. Les anthroposystèmes fluviaux, « entité structurelle et fonctionnelle des interactions société-environnement » verraient ainsi leur matérialité à travers le territoire. L'approche par le territoire constitue ainsi une clé d'entrée complémentaire à l'approche paysagère et environnementale pour comprendre les processus de transformation des espaces fluviaux de l'intérieur et saisir les dynamiques spatio-temporelles à différents niveaux en étant attentif aux emboîtements d'échelles. Les exemples de la vallée de l'Escaut en Europe du Nord-Ouest et de la vallée du Saint-Laurent en Amérique du Nord serviront d'exemples pour étayer la réflexion.

# DIAGANA Khalilou Lahi

---

*halilou-lahi.diagana@unicaen.fr*

**Laboratoire de rattachement** : Eso-Caen à l'Université de Caen Normandie, France

**Discipline** : Géographie

**Intitulé du sujet de thèse** : Croissance urbaine, accès à l'eau et à l'assainissement en Mauritanie. Des ressources limitées à une distribution inégalitaire. L'exemple de la ville de Nouakchott

**Directeur(trice) de thèse** : Jean-Marc Fournier

**Financement** : Personnel

**Année de démarrage de la thèse** : 2013

**Mots clés** : Eau potable, assainissement, inondation, gouvernance, aridité, dynamique urbaine, ensablement, inégalités, ségrégation, communautarisme, ethnicité, racisme

---

**Titre de la présentation** : Vivre avec la pénurie d'eau à Nouakchott (Mauritanie). Des populations "tenues au silence" et des municipalités en marge des politiques urbaines

**Résumé** : Depuis les années 1970, la croissance démographique se poursuit à Nouakchott en lien avec les sécheresses des années 1970 et 1980 (Pitte J-R., 1977 ; Diagana I., 1996) et l'échec de la décentralisation (Choplin A., 2006 et 2009 ; Chenal J., 2009). La ville, mal préparée pour l'accueil des populations déplacées pour cause de conditions naturelles extrêmes, fait face à différents problèmes comme l'accès à l'eau et à l'assainissement. La position géographique de Nouakchott, située entre le désert et la mer, empêche toutes possibilités de creusement de puits. De fait, toute l'eau consommée dans la ville passe par les tuyaux de la Société nationale d'Eau (SNDE) qui peine à alimenter régulièrement ses abonnés (moins de 50 % des ménages). Cette dernière est l'unique société en charge de la production et de la distribution de l'eau dans les villes mauritaniennes. Moins de 5 % des ménages sont raccordés au réseau d'assainissement. On observe également des menaces environnementales comme la montée des eaux marines à cause des changements climatiques. De plus, la topographie plane de la ville complique son assainissement liquide et amplifie les risques d'inondations pluviales.

L'observation du mode d'accès à l'eau révèle un écart significatif entre les quartiers périphériques et les quartiers centraux. Ces inégalités sociales et économiques font apparaître globalement deux catégories sociales dans la ville. Chacune d'elles entretient un rapport particulier avec l'espace public. Les populations à revenus importants occupent peu l'espace public tandis que les populations socialement démunies s'en emparent (Bouguerra M. L., 2003 ; Lasserre F., 2003 ; Jaglin S., 2005 ; Carré C. et Deutsch J-C., 2015, Fournier J-M., 2001). Malgré les problèmes liés à l'eau et à l'assainissement, cette situation a suscité peu de manifestations générales ou de véritables protestations à Nouakchott. En effet, jamais une manifestation générale pour l'eau ou contre les inondations regroupant les populations des différents quartiers concernés n'a eu lieu à notre connaissance. Les revendications s'expriment à l'échelle des quartiers comme ce fut le cas du quartier Sebkha en 2013. De plus, aucune association ou mouvement organisé, structuré et reconnu se manifeste pour la défense des droits des consommateurs. La monopolisation de la distribution de l'eau par la SNDE et l'exclusivité des pouvoirs aux mains du pouvoir central laissent peu de marge de manœuvre aux maires des neuf communes de la ville.

Comprendre comment les populations de différentes couches de la société se mobilisent pour revendiquer leurs droits et les gestions communales en termes d'accès à l'eau et à l'assainissement sont l'objet de cette communication. La méthodologie repose sur l'analyse d'une revue de presse (Al Akhbar, Le Calame, La Tribune, Nouakchott Info Quotidien, etc.) ainsi que nos enquêtes (entretiens, questionnaires, observation participante) faites en 2008, 2009 et 2017 auprès des populations, des charretiers revendeurs d'eau, de la SNDE et des élus locaux.

# DJINADOU Rachade Oladjidé Adjadi

---

*djinadou2009@gmail.com*

**Laboratoire de rattachement :** Laboratoire des Dynamiques Urbaines et Régionales (LEDUR) et Université d'Abomey-Calavi, Benin

**Discipline :** Géographie et Gestion de l'Environnement

**Intitulé du sujet de thèse :** Dynamique de population et problématique d'assainissement et d'approvisionnement en eau potable dans le Hollidjé au sud-est du Benin

**Directeur(trice) de thèse :** Professeur Léon Bani BIO BIGOU

**Financement :** Fonds propre

**Année de démarrage de la thèse :** 2014

**Mots clefs :** Dynamique de population, accès à l'eau potable, disponibilité en eau, eau souterraine, SIG, Hollidjé, cartographie, investigation

---

**Titre de la présentation :** Déterminants de l'accessibilité et de la disponibilité en eau dans la dépression du Hollidjé au sud-est Benin

**Résumé :** Au Bénin, la pression démographique entraîne les difficultés d'accès et de disponibilité en eau potable. Cette recherche étudie les déterminants de l'accessibilité en eau potable et la disponibilité en eau souterraine dans le Hollidjé via l'analyse de données socio-anthropologiques et les méthodes de cartographie multicritère. Ainsi pour déterminer les paramètres susceptibles d'influencer l'accessibilité au point d'eau potable, un examen de l'influence des paramètres caractéristiques (Existence de point d'eau potable, distance des points d'eau, appréciation du prix, état des voies, fréquence de pénurie) en fonction des perceptions des ménages sur l'approvisionnement en eau potable a été réalisé, suivi d'une analyse factorielle (AFC) de ces paramètres. En ce qui concerne les méthodes de cartographie multicritère, elles ont consistées d'une part à une identification des critères favorables à la disponibilité en eau souterraine et d'autre part à une combinaison de ces critères suivant la technique d'agrégation par codification. La base de données est constituée d'image Radar, de fonds cartographiques, de données hydro-climatiques et celles de rétention en eau du sol. Le logiciel ArcGis 10.3 a été utilisé pour la spatialisation des données, la classification, la codification, la combinaison des critères ainsi que pour l'élaboration des différentes cartes. Les résultats montrent que le niveau de desserte en eau potable dans le Hollidjé est de 30% et 70,7% de la population n'ont pas accès à une eau potable. Les difficultés qu'éprouvent les ménages à accéder à l'eau potable sont dépendantes de l'existence de point d'eau potable, de la distance parcourue, du prix, de l'état des voies, et des pénuries d'eau. Ainsi pour satisfaire les besoins des populations, il faut implanter 198 points d'eau supplémentaires. Ces points d'eau doivent se baser sur les zones de la bonne disponibilité en eau souterraine qui se situent à la latitude d'Ahoyéyé, Houéli-Gaba, Igbo-Ikoko, Massè, Eguélou, Itchagba, Gbanago, Igbo-Ikoko, Igana (au Nord, à l'Est et au centre de la zone d'étude).

## DRAPIER Ludovic

---

*ludovic.drapier@lgp.cnrs.fr*

**Laboratoire de rattachement** : Laboratoire de Géographie Physique UMR 8591 CNRS, Meudon (France)

**Discipline** : Géographie

**Intitulé du sujet de thèse** : Le démantèlement des barrages de la Sélune dans son contexte international. Approche géographique comparée du démantèlement d'ouvrages hydrauliques sur les deux rives de l'Atlantique

**Directeur(trice) de thèse** : Laurent Lespez et Marie-Anne Germaine

**Financement** : Agence de l'Eau Seine-Normandie

**Année de démarrage de la thèse** : 2015

**Mots clefs** : barrage, Sélune, Etats-Unis, démantèlement, restauration écologique

---

**Titre de la présentation** : Opérations d'effacement d'ouvrages et riverains. Premiers résultats d'une approche comparative par questionnaires

**Résumé** : Le démantèlement d'obstacles en travers des cours d'eau afin de rétablir la continuité écologique est aujourd'hui une des opérations les plus emblématiques de la restauration des cours d'eau que cela soit en France (Germaine & Barraud, 2013b) ou à l'étranger (Lejon *et al.*, 2009) et particulièrement aux Etats-Unis (Doyle *et al.*, 2003; Hart *et al.*, 2002; Magilligan *et al.*, 2016). Alors que de nombreuses études se sont intéressées à la dimension biophysique (Wohl and Merritts, 2007; Bernhardt *et al.*, 2007; Palmer *et al.*, 2007) ou économiques (Provencher *et al.*, 2008; Lewis *et al.*, 2008) de ces opérations, peu de recherches dans le champ des sciences sociales ont été menées. Pourtant, des recherches récentes ont montré que ce type d'opérations pouvait constituer une source de conflits (Fox *et al.*, 2016, Germaine et Barraud, 2013, Germaine et Lespez, 2014, Lejon *et al.*, 2009). Dans le cadre de cette thèse, nous nous attachons à questionner la perception des populations vivant à proximité de lieux où ont eu lieu ces opérations, tant sur les procédures d'information liées au projet et les modalités de participation, que sur les résultats concrets. Nous souhaitons présenter dans cette communication les premiers résultats d'une enquête par questionnaires réalisée auprès de riverains d'opération d'effacement d'ouvrage dans l'ouest de la France (Orne) et sur la côte est des Etats-Unis (Musconetcong). Réalisée en avril 2017 dans le New Jersey et en juillet 2017 en Normandie, l'enquête a permis d'enquêter 46 habitants résidant à proximité de l'ancienne retenue d'eau des barrages de l'Enferney et Maisons-Rouges sur l'Orne et 29 habitants résidant à proximité des anciens barrages de Hughesville et Finesville sur la Musconetcong. Je propose ici de partager les premiers résultats de cette approche par questionnaire et de les mettre en perspective avec l'analyse institutionnelle préalable à ce travail du démantèlement d'ouvrages dans les deux pays. Cette enquête avait comme objectif de questionner les connaissances des riverains sur l'opération qui ont été menée dans leur environnement quotidien afin de déterminer la nature des informations retenues. Le questionnaire doit également permettre d'évaluer l'évolution des pratiques des habitants suite au changement induit par l'effacement d'un ouvrage. Il donne également des éléments de compréhension pour expliquer les positions des riverains. Enfin, le questionnaire informe sur la perception des habitants quant au sentiment de concertation et aux opportunités de participation qui leur ont été proposées (ou non) durant la construction du projet. Les résultats de ces enquêtes seront mis en perspective avec les données récoltées lors d'entretiens semi-directifs menés avec les gestionnaires de projet. La confrontation de ces sources dans les deux pays permet d'apporter des éléments de réflexions sur les pratiques des acteurs promouvant et gérant les opérations d'effacement d'ouvrages et sur leurs capacités à co-construire un projet avec les habitants.

*silvia.flaminio@ens-lyon.fr*

**Laboratoire de rattachement/ville/pays** : UMR 5600 EVS, Lyon (France)

**Discipline** : Géographie

**Intitulé du sujet de thèse** : (Se) représenter les barrages : (a)ménagements, concessions et controverses

**Directeur(trice) de thèse** : Hervé Piégay et Yves-François Le Lay

**Financement** : CDU ministériel

**Année de démarrage de la thèse** : septembre 2014

**Mots clefs** : barrages, environnement, controverse, conflit, représentations, discours

---

**Titre de la présentation** : Défendre et protéger l'eau : l'émergence d'une idéologie "No dams" ?

**Résumé** :

Depuis les années 1980, les barrages sont de plus en plus contestés en raison des « risques sociaux » qu'ils créent (Blanc et Bonin 2008) et de leurs conséquences environnementales. Alors qu'au sein de pays industrialisés, au début du XXe, les barrages ont pu constituer un "hydro fix" (Swyngedouw 2015) pour des États en crise – Swyngedouw emprunte à l'expression "spatial fix" forgée par Harvey (2001) – les barrages ne semblent plus être avancés comme voie à la modernisation de territoires. Dans les « Suds » également les grands barrages sont source de conflits. Le mouvement contre le barrage Myistone au Myanmar dénonce aussi bien le déplacement de populations que les impacts sur la biodiversité, notamment la disparition du dauphin de l'Irrawaddy. L'« idéologie des barrages » (McCully 2001), ie. l'ensemble des discours qui présentent les barrages comme des facteurs de progrès, se délite.

Le désenchantement à l'égard de ces structures est concomitant d'un certain réenchantement vis-à-vis des ouvrages remplissant une fonction énergétique. La promotion de l'hydroélectricité comme énergie « verte » semble venir redorer le blason des barrages et ainsi modifier la trajectoire discursive de l'objet barrage.

Cette contribution propose d'analyser les relations changeantes entre les discours sur l'environnement et sur l'eau, et l'objet barrage. Elle s'appuie sur trois corpus. Le premier est composé d'articles du journal *Le Monde* publiés entre 1945 et 2014 (n=1319). Si les sources médiatiques présentent un certain nombre de biais, elles reflètent et véhiculent des représentations et peuvent jouer un rôle dans la prise de décision politique (Loë 1999). De plus, les médias permettent de retracer des trajectoires discursives et d'identifier des ruptures (Comby 2015). Les deux autres corpus sont composés d'entretiens centrés sur deux projets de barrages abandonnés dans les années 1980 (Loyettes en France et Franklin en Australie). Ces deux projets, contre lesquels des groupes environnementalistes ont milité des années durant, figurent parmi les premiers à avoir été abandonnés à l'échelle internationale. Dans les deux cas, leur abandon s'explique par la protection des sites orchestrée par des représentants de l'État. Les entretiens réalisés avec des acteurs de la controverse, trente ans après les événements, portaient aussi bien sur les projets et leur contestation que sur les conséquences et la mémoire de l'abandon des projets.

Ces trois corpus permettent-ils de retracer le déploiement d'une idéologie "no dams"? Si oui, quels discours la constituent et quels récits mobilise-t-elle? Que vient perturber l'objet barrage? Est-il présenté comme une dégradation environnementale, une dégradation de l'eau? La discussion des résultats est centrée sur la place variable accordée à l'eau et aux milieux aquatiques dans les discours sur l'environnement et conduit à une réflexion sur les définitions de l'eau et de l'environnement et leurs évolutions spatiales et temporelles.

# GORIN Camille

---

gorincamille3@gmail.com

**Laboratoire de rattachement :** UMR 7041, Archéologies et Sciences de l'Antiquité (ArScAn), équipe « Archéologies Environnementales », Paris, France.

**Discipline :** Archéologie des périodes historiques

**Intitulé du sujet de thèse :** Poitiers et ses itinéraires fluviaux et terrestres des origines à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle

**Directeur(trice) de thèse :** Anne Nissen

**Financement :** Contrat doctoral à l'Université de Paris 1

**Année de démarrage de la thèse :** septembre 2016

**Mots clefs :** voies de passage et de communication, points de franchissement, tissu urbain, relation ville/rivière

---

**Titre de la présentation :** Poitiers et ses itinéraires fluviaux et terrestres. Étude diachronique du rapport entre une ville et ses rivières

## Résumé :

Les voies fluviales et terrestres influencent fortement l'organisation interne des villes et déterminent leur importance dans les réseaux urbains. En même temps, ponts, berges, moulins et autres installations ont des conséquences sur les dynamiques sédimentaires de ces voies fluviales. Ces interactions homme-milieu occupent une grande place dans la *waterfront archaeology*, qui porte plus particulièrement sur l'aménagement des rives. En France, cette archéologie s'est fortement développée durant les deux dernières décennies, notamment dans le cadre de l'archéologie fluviale. L'articulation avec les itinéraires terrestres et leur impact sur la hiérarchisation des réseaux viaires dans le tissu urbain et dans l'organisation de l'environnement des villes sont en revanche nettement moins étudiés. C'est dans cette optique que la présentation « *Poitiers et ses itinéraires fluviaux et terrestres. Étude diachronique du rapport entre une ville et ses rivières* », basée sur une thèse en cours depuis septembre 2016, s'inscrit.

La ville de Poitiers, implantée dans un secteur au relief mouvementé se situe au confluent du Clain et de la Boivre. Le contexte topographique et le rôle de carrefour de Poitiers par rapport aux grands axes antiques terrestres (Tours-Saintes, Nantes-Bourges, Limoges) et au trafic fluvial du Clain et de la Boivre en fait un cas d'étude particulièrement pertinent. Il s'agit d'examiner comment la topographie naturelle et l'aménagement des points d'accès (gués, ponts, bacs), ont influencé la mise en place des rues principales dans Poitiers et des différents pôles dans la ville et ses alentours (château, monastères, marché, etc.). Les conséquences des aménagements fluviaux sur la navigation constituent un autre volet de l'étude. Le Clain atteint environ 40 m de largeur et entre 1 et 7 m de profondeur, la Boivre de dimensions et d'un débit nettement plus modestes, est en revanche entourée de zones marécageuses étendues. Ces deux rivières aux caractéristiques différentes, permettent d'effectuer des comparaisons pertinentes concernant les interactions homme-milieu dans un cadre urbain.

Le cadre chronologique s'étend des premières phases urbaines de Poitiers qui remontent à la fin de la Protohistoire, jusqu'à la fin XVII<sup>e</sup> siècle où une dernière tentative de rendre le Clain navigable échoue à nouveau et scelle définitivement la fin du trafic fluvial de Poitiers.

## **GREMMEL Jeanne**

---

*jeanne.gremmel@irstea.fr*

**Laboratoire de rattachement** : UR ETBX, Irstea, Centre de Bordeaux (post-doctorat) ; UMR GESTE, Irstea-ENGEES, Strasbourg (pendant la thèse)

**Discipline** : Sociologie

**Intitulé du sujet de thèse** : L'invention de l'eau sociale. Trajectoire du problème de l'accès à l'eau en France (1984-2016)

**Directeur(trice) de thèse** : Rémi Barbier et co-encadrante Marie Tsanga (UMR GESTE, Strasbourg)

**Financement** : Région Alsace

**Année de démarrage de la thèse** : Thèse soutenue le 29 novembre 2016

**Mots clés** : Problème public - Accès à l'eau - Droit à l'eau - Pauvreté en eau - Solidarité - Service essentiel - Services en réseau - Expérimentation publique - Action sociale

---

**Titre de la présentation** : Du social de l'eau à l'eau sociale ? La trajectoire du problème de l'accès à l'eau en France (1984-2016)

**Résumé** : *Working Paper - Merci de ne pas citer*

Cette communication propose de retracer la trajectoire du problème public de l'accès à l'eau des ménages pauvres tel qu'il s'est construit en France sur trois décennies. Avec l'apparition dans les années 1980 d'une nouvelle forme de pauvreté, la question de l'accès à l'eau ne se joue progressivement plus seulement en termes de raccordement au réseau d'eau, mais en termes de capacité des usagers à payer le service rendu, c'est-à-dire d'accessibilité sociale.

Le problème de l'accès à l'eau émerge d'abord comme un enjeu rattaché à celui du droit au logement, dans un contexte de « nouvelle pauvreté », puis évolue en interaction ambivalente avec le problème de l'accès à l'énergie dans le cadre d'une politique d'assistance qui met une quinzaine d'années à se stabiliser, avant de conquérir une autonomie relative grâce à l'action d'entrepreneurs spécifiques et à la proclamation d'un droit à l'eau, droit qui offre une prise solide pour en réclamer une « mise en œuvre effective », tant à l'échelle nationale que locale.

Deux logiques s'entrecroisent au cours de cette trajectoire, articulant deux univers professionnels : celle du « social de l'eau », dominée par l'implication du champ de l'action sociale ; et celle de « l'eau sociale », qui vise l'internalisation de la dimension sociale au sein du monde sociotechnique de l'eau. Ces deux logiques se chevauchent dans le temps et dans les pratiques, font intervenir une multiplicité de dispositifs et d'acteurs, mais le passage progressif de l'une à l'autre s'organise autour de trois clivages pivots : entre droit à l'aide et droit à l'eau ; entre traitement curatif et préventif ; entre externalisation et internalisation de la prise en charge de l'accès social à l'eau, donc autour du rôle social des services d'eau.

La formulation et l'instrumentation du problème de l'accès à l'eau illustrent notamment le passage progressif d'une logique fondée sur l'assistance discrétionnaire, ponctuelle, à une logique basée sur les droits sociaux fondamentaux des individus, glissement que l'on retrouve dans les politiques de lutte contre la pauvreté et dans le cas des services essentiels (logement, énergie, communications), avec un effet d'entraînement entre ces différentes politiques. Par ailleurs, dans le cadre de l'expérimentation publique actuellement en cours, les constructions locales de l'eau sociale rendent manifestes les tensions et opportunités qui traversent l'univers professionnel des services d'eau et la sphère politique. Certains s'approprient l'injonction à mettre en œuvre le droit à l'eau : des entrepreneurs de cause locaux confrontés à des problèmes d'impayé ou revendiquant un rôle social ; mais aussi des acteurs soucieux d'exemplarité dans un contexte de concurrence entre gestion privée et publique, d'émulation entre collectivités, avec un rôle important des promesses effectuées en contexte électoral. L'invention de l'eau sociale devient ainsi un nouvel enjeu mobilisable dans la conduite de l'action publique.

# HÉRITIER Violaine

---

violaine.heritier@wanadoo.fr

**Laboratoire de rattachement** : LESC – UMR 7186, Nanterre (France)

**Discipline** : Anthropologie

**Intitulé du sujet de thèse** : Irriguer depuis des millénaires. Approche anthropologique des savoirs sur l'eau dans la plaine de Marrakech

**Directeur(trice) de thèse** : Fabienne Wateau (LESC), codir. Jean-Pierre Van Staevel (Paris IV)

**Financement** : EHEHI – Casa de Velazquez, Madrid (année 2017-2018)

**Année de démarrage de la thèse** : 2014-2015

**Mots clefs** : Agriculture, hydraulique, gestion communautaire de l'eau, territoire, technique, diachronie.

---

**Titre de la présentation** : Individualisme ou droit à l'eau? Une agriculture irriguée en pleine mutation sur les bords de l'oued Ourika (Maroc)

**Résumé** : A Aghmat, commune rurale dynamique située au pied du Haut-Atlas, dans le Haouz, les puits individuels motorisés sont à présent omniprésents, comme souvent au Maroc. Proche de Marrakech, la localité bénéficie d'un bassin d'emplois salariés et d'un débouché pour ses productions spécialisées ; profitant du développement du tourisme et de l'habitat de villégiature, les agriculteurs y ont entamé une reconversion massive dans la culture en pépinières de plantes pour jardin. Cette reconversion n'aurait pu se faire sans l'avantage technique des motopompes, qui complètent les ouvrages partagés alimentant depuis des siècles le périmètre irrigué (*séguias* dérivant les eaux de l'oued Ourika et *khettaras* captant les écoulements souterrains). Ces ouvrages, autrefois soumis à une gestion semi-étatique, sont maintenant gérés collectivement par les habitants des douars (hameaux ou quartiers), selon un droit de l'eau précis assurant à chaque ayant-droit l'eau nécessaire à l'irrigation de ses cultures – un système qui avantage toutefois les plus grosses exploitations, puisque la quantité d'eau allouée dépend alors de la surface du terrain. En exploitant de manière plus intensive les parcelles, la reconversion dans les pépinières a, au contraire, permis à de petits propriétaires (ou locataires), de revendiquer davantage d'eau pour une même parcelle et d'exercer une activité agricole lucrative. Elle a ainsi participé à une certaine démocratisation de l'accès à l'eau et à la terre. Par une ethnographie de ces pratiques et leur mise en perspective historique, ma recherche consiste à appréhender les enjeux politico-économiques et culturels de l'irrigation, et leur place dans l'organisation spatiale et la composition du groupe social.

Dans un contexte de forte pression sur la ressource hydrique à l'échelle régionale, et au vu des nombreuses ethnographies ayant montré la précision et l'importance sociale des systèmes communautaires de partage de l'eau dans diverses régions du globe, on peut s'interroger sur les implications de l'individualisation de l'accès à l'eau qui caractérise les mutations contemporaines d'Aghmat. Les *séguias* et *khettaras* sont en effet encore massivement utilisées par les agriculteurs, mais la répartition de l'eau y est assez chaotique, avec un fonctionnement au cas-par-cas que la formule "on s'arrange entre nous" illustre bien – Les plus petits agriculteurs justifiant le délaissement des tours d'eau par l'ampleur ou l'insuffisance du débit, et la faiblesse de leurs ponctions. On n'observe toutefois jamais d'accaparement massif. L'eau est-elle donc devenue, in fine, un bien de consommation comme un autre, un service, ou au contraire un bien commun partagé autrement au sein de ce "nous" qu'il s'agit d'interroger? La multiplication des puits individuels permet-elle, à elle seule, d'expliquer le délitement des règles collectives? Dans quelle mesure faut-il prendre en compte, de manière plus large, les mutations observables dans l'organisation sociale et spatiale du groupe des *aghmat*, marqué par une forte mobilité? Quelle place, entre autres, occupent les relations familiales dans ces transformations, alors que leur tissu tient un rôle de premier plan dans les relations sociales et forme souvent l'ossature des douars? Ces questions seront examinées ici au travers de quelques exemples ethnographiques, pour tenter de mieux cerner les enjeux sociaux de la gestion de l'eau dans une commune rurale située dans l'orbite d'un grand centre urbain, Marrakech, et présentant une composition complexe sous des dehors homogènes.

jeromeyolette@gmail.com

**Laboratoire de rattachement :** Centre de Recherche et d'Appui aux Politiques Urbaines, Port-au-Prince (Haïti)

**Discipline :** Études urbaines

**Intitulé du sujet de thèse :** L'eau dans les bidonvilles en formation: entre le cycle hydrosocial et la démocratie de l'eau, quelle place occupe la participation alternative dans la gestion de l'eau à Canaan ?

**Directeur(trice) de thèse :** Evens Emmanuel et Pascal Saffache

**Financement :** Université Quisqueya et Editions Pédagogie Nouvelle S.A.

**Année de démarrage de la thèse :** 2015-2016

**Mots clefs :** Eau dans les bidonvilles, cycle hydrosocial, démocratie de l'eau, participation alternative, gestion de l'eau, Canaan, Haïti

---

**Titre de la présentation :** La gestion des points d'eau par les groupements communautaires : une alternative en faveur de la réduction des disparités spatiales au niveau des prix de l'eau à Canaan

**Résumé :** L'eau est indispensable à la vie des organismes vivants et au fonctionnement des écosystèmes (Rosillon, 2016 ; Emmanuel 2016). Elle est l'un des biens communs qui se retrouvent au cœur de la fondation de la vie communautaire (Mayor, 1997 ; Emmanuel, 1998). En effet, les premières civilisations humaines ont vu le jour autour de points d'eau comme les grandes vallées bordant le Nil, l'Indus, l'Euphrate et le Yang-TséKiang, où l'agriculture de subsistance a pu se muer en économie agricole excédentaire (Mayor, 1997). Depuis plusieurs décennies, l'eau « *élément fédérateur de toute communauté d'usagers* » (Rosillon, 2016) ne constitue plus le premier agent à retenir dans la mise en place des établissements humains, elle devient aujourd'hui, et plus particulièrement dans les bidonvilles des PED, un objet actant après implantation. L'accroissement de la demande en eau, et l'augmentation considérable d'agents polluants dans les milieux aquatiques, deux situations découlant de l'urbanisation accélérée, semblent provoquer des mutations dans les relations sociales entre l'eau et l'homme. Ils ont fait de l'eau « source de vie » un facteur de risque pour la santé des populations. Ils rendent également les disparités régionales de plus en plus visibles (Lefevre, 1996) et font de l'accès à l'eau l'un des défis majeurs de l'humanité (PNUE 2010). Les pays en développement sont les plus touchés par l'urbanisation massive. Aujourd'hui, 1 milliard de personne vit dans les bidonvilles, les plus démunis sont privés d'eau potable et d'assainissement, les villes se transforment alors en « véritables bombes sanitaires » (Les Agences de l'eau, 2012). Ce constat permet d'avancer que l'eau n'est plus l'élément conducteur de la création des établissements humains, elle semble devenir un des facteurs de crise ou de violence urbaine.

La littérature sur les études urbaines rapporte que la croissance urbaine désordonnée de l'Europe fut à la base d'un urbanisme visant à organiser et à aménager la ville (Tribouillard et al, 2016 ; Verret et al, 2016). Aujourd'hui, cet urbanisme semble dépassé lorsqu'il s'agit de remédier à l'incontrôlable invasion des zones urbaines dans des conditions économiques défavorables prévalant dans les pays en développement (Tribouillard et al, 2016). Toutefois, il interpelle les scientifiques, les gestionnaires et les politiques sur la nécessité d'aborder le problème de la sécurité de l'eau à la fois sous l'angle de sa disponibilité à la fois qualitative et quantitative, mais également dans sa dimension écosystémique, tout en ayant le soin de développer sur le plan théorique de nouvelles variables permettant de modéliser les relations entre « Eau et Homme ». En effet, l'eau mérite d'être retenue dans toutes les politiques et actions de planification, d'aménagement et de gestion urbaine. Sa non prise en compte risque de rendre inefficace toutes les actions vers un développement harmonieux et durable des espaces urbains.

L'état des lieux du phénomène urbain en Haïti permet de comprendre que « *la croissance rapide des villes haïtiennes s'est majoritairement opérée de manière spontanée et désorganisée, en dépit des dispositions légales prévues et des plans ou schémas de développement, rarement ou partiellement mis en œuvre* » (Tribouillard et al, 2016). Canaan, un vaste bidonville de plus de 27 km<sup>2</sup> abritant plus de 200 000 habitants livrés à eux-mêmes, est une des conséquences immédiates du séisme du 12 janvier 2010. Il est sur le plan urbain un établissement humain en développement qui s'inscrit dans la lecture de l'inefficacité, voire l'incapacité, des différentes structures de l'État haïtien en matière de planification, d'aménagement et de gestion de la ville. Dépourvu d'infrastructures urbaines de base telles que l'eau, l'assainissement, l'électricité, ce nouveau quartier peut constituer en soi un milieu épidémiologique particulier où l'absence de collecte collective des déchets solides, de drainage des eaux usées

domestiques et la consommation d'eau de qualité non garantie favorisent la circulation de germes pathogènes et constituent des facteurs de risques pour la santé de la population et de l'environnement. Cependant, Canaan semble être une opportunité pour approcher la gestion de l'eau dans les bidonvilles sous la base de la rénovation et de l'intégration urbaine de ces espaces (Jérôme et al, 2017).

Dans la mouvance des réflexions théoriques issues de la Conférence de Rio (1992) sur la mise en opération du concept de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE), des écoles de pensées en sciences humaines et sociales ont introduit dans le domaine de l'eau plusieurs notions, notamment la participation alternative, la démocratie de l'eau et le cycle hydrosocial. A priori, il semble que la théorie du cycle hydrosocial permet d'aborder le sujet de la démocratie de l'eau sous des angles d'analyse fondés sur une approche relationnelle entre l'eau et la société en essayant de dégager les différentes formes de participation alternative dans la gestion de l'eau. En effet, cette théorie invite les scientifiques à réfléchir sur les manières dont l'eau et la société se définissent et se redéfinissent mutuellement par un jeu d'interactions dynamiques qui évoluent dans le temps et l'espace (Linton et Budds, 2014).

Le cycle hydrosocial se définit comme une idée qui s'est formulée en tant qu'une extension du modèle de la circulation de l'eau, soit le modèle du cycle hydrologique (Linton et Budds, 2014). Par ailleurs, le concept d'un cycle hydrosocial suggère notamment l'idée d'une relation dialectique entre l'eau et la société (Linton, 2010).

**Objectif :** Ce travail de recherche, se propose d'étudier à la lumière de la théorie du cycle hydrosocial ainsi que de celle de la démocratie de l'eau la place qu'occupe la participation alternative dans la gestion de l'eau à Canaan.

**Question de recherche :** Quel est le modèle de gestion de l'eau qui permettra à la population de Canaan de répondre adéquatement à la satisfaction à la fois qualitative et quantitative de leurs besoins en eau ?

## **KHAFAOUI Amal**

*khafaoui.amal@gmail.com*

**Laboratoire de rattachement** : Gestion des Eaux et des Sols et Développement durable, Département de géographie, Chaire UNESCO-GN / Rabat/ Maroc

**Discipline** : Géographie

**Intitulé du sujet de thèse** : La dynamique du bassin versant de Rdat ; entre la fragilité naturelle et l'action anthropique

**Directeur de thèse** : Miloud Chaker

**Financement** : Aucun

**Année de démarrage de la thèse** : 2014

**Mots clefs** : Gestion de l'environnement, dégradation des terres, Développement durable

---

**Titre du poster** : Gestion du risque naturel par l'inondation et l'érosion dans le Haut Atlas Occidental : Cas du bassin versant Rdat

**Résumé** : L'ajustement statistique des débits de pointe est une assise essentielle pour l'étude du risque naturel dans le bassin versant de Rdat, qui connaît fréquemment des débits de crues extrêmement élevés, et dont les tendances pluviométriques montrent une grande irrégularité spatio-temporelle. Le danger est d'autant plus grand si on tient compte du contexte litho-structural, morpho-climatique et anthropique.

Cette contribution permet de mettre l'accent sur l'apport de la modélisation hydrologique dans la gestion des risques naturels, par l'inondation et l'érosion, dans le Haut Atlas Occidental du Maroc. Moyennant l'analyse fréquentielle des débits de pointe ( $Q_{max}$ ), sur une période supérieure à 40 ans au niveau de l'exutoire Sidi Rahal, dans un but de prévention et de gestion durable.

L'utilisation du logiciel HYFRAN-PLUS, comme un outil d'aide à la décision, montre qu'il est possible de prévoir les périodes de retour sur le long terme et offre la possibilité d'ajuster les données afin de mieux les décrire. Ainsi les lois Gamma et Gumbel ont été sélectionnées pour l'estimation des débits et des précipitations respectivement, sur la base des critères de la probabilité (AIC et BIC). La spatialisation du risque par l'érosion selon l'équation universelle des pertes en sol (USLE), complète l'information sur les zones prioritaires d'intervention, et par conséquent nous permet de dresser un S.I.G. (Système d'Information Géographique) pour les futurs aménagements et plans de gestion.

# KOFFI Guy Roger Yoboué

---

*kgryoboue@yahoo.fr*

**Laboratoire de rattachement :** Département de géographie Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

**Discipline :** Géographie

**Intitulé du sujet de thèse :** Economie de plantation et insécurité alimentaire dans la sous-préfecture de Dania (Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire)

**Directeur de thèse :** Joseph P. Assi-Kaudjhis

**Financement :** Financement propre

**Année de démarrage de la thèse :** 2015-2016

**Mots clefs :** Côte d'Ivoire, insécurité alimentaire, eau potable, maladie hydrique, économie rurale

---

**Titre de la présentation :** Approvisionnement en eau potable dans l'espace rural de la sous-préfecture de Dania (Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire)

**Résumé :** L'accès à l'eau potable est un déterminant de sécurité alimentaire, il soulève des préoccupations de santé publique. En Côte d'Ivoire, une frange importante de la population n'a pas accès à l'eau potable. La proportion des ménages ayant accès à l'eau potable était de 46% en milieu rural, contre 55,7% en milieu urbain en 1998 (INS, 1998 ; ENV, 2008). En terme de niveau de service d'eau potable, ce sont 13,6 millions de personnes en Côte d'Ivoire en 2003 dont 8,2 millions en milieu urbain et 5,4 millions en milieu rural qui connaissent des perturbations sévères au niveau de l'approvisionnement en eau potable, allant jusqu'au manque d'eau (Kam, 2012). Le conflit armé qu'a connu la Côte d'Ivoire en 2002 a conduit à l'amollissement des investissements dans le secteur de l'eau potable, à la crise de l'économie de plantation et son corollaire de paupérisation des ménages ruraux. Les itinéraires d'accès à l'eau potable des communautés rurales de la sous-préfecture de Dania ce sont de ce fait complexifié. Aussi, ces communautés déjà vulnérables sont contraintes de structurer leur résilience en termes d'approvisionnement par un recours systématique à des sources d'eau à risque. Cette étude vise à analyser d'une part, les déterminants du déficit d'accès à l'eau potable, et d'autre part, les effets néfastes de ce déficit sur la santé des populations. Le déficit d'accès à l'eau potable est lié à l'environnement climatique, à la politique hydraulique et aux caractéristiques sociodémographiques et économiques des ménages. Cette situation a induit 58 % de ménages à un recours à des sources d'eau secondaires dont 47 % concerne les puits traditionnels et 11 % les eaux de surface. Les populations se trouvent de ce fait exposées à l'incidence des maladies hydriques dont les principales sont diarrhéiques. L'étude s'inscrit dans le cadre de la démarche hypothético-déductive et intègre à la fois l'approche qualitative et quantitative. Elle s'appuie sur une analyse de données secondaires et primaires. Les données secondaires sont relatives à des ouvrages, des documents cartographiques et des documents statistiques. Les données primaires ont été collectées à travers l'approche terrain qui a été réalisée dans le cadre d'une enquête socioéconomique menée au sein des ménages à l'échelle des localités de la sous-préfecture de Dania.

# LE VISAGE Selin

---

s.levisage@gmail.com

**Laboratoire de rattachement** : UMR LAVUE, Nanterre et UMR G-Eau, Montpellier (France)

**Discipline** : Géographie

**Intitulé du sujet de thèse** : Gouvernance et territorialité de l'eau agricole : aménagement hydraulique de l'espace rural, le cas de la région d'Izmir en Turquie

**Directeur(trice) de thèse** : David Blanchon (UPN) et Marcel Kuper (Cirad)

**Financement** : contrat doctoral à l'université Paris Nanterre

**Année de démarrage de la thèse** : septembre 2016

**Mots clefs** : Irrigation ; retenues collinaires ; eaux souterraines ; territorialisation hydraulique ; espace rural ; Turquie

---

**Titre de la présentation** : Territorialisations par l'eau en Turquie : « 1000 jours, 1000 retenues collinaires », entre ambitions nationales et réalités locales

**Résumé** : L'histoire du développement hydraulique en Turquie montre une continuité dans l'importance accordée par l'Etat aux aménagements d'irrigation, qui restent un instrument politique et de développement privilégié. Les bureaucraties hydrauliques turques n'ont jamais vraiment abandonné leur corps de métier et la construction d'ouvrages a continué malgré les contrastes apparents entre 1) un développement intensif de grands périmètres irrigués à partir d'eaux de surfaces, 2) le revirement néolibéral des programmes développementalistes de l'Etat dans les années 1980 et les programmes de transfert de gestion de l'irrigation à des groupes locaux dans les années 1990, 3) l'utilisation croissante de l'eau souterraine – souvent à l'initiative de l'agriculteur et non plus de l'Etat ou de la communauté – comme levier de développement « par le bas » du territoire rural, via la transformation des systèmes de production et leur insertion dans des filières agricoles à plus haute valeur ajoutée.

En transformant le paysage rural, l'investissement de l'Etat dans l'irrigation vise des effets productifs, mais aussi des effets stratégiques comme l'intégration des espaces ruraux dans les réseaux du territoire national sous contrôle, et la légitimation de l'intervention publique localement. Toutefois, les nouveaux programmes d'aménagement rencontrent désormais sur le terrain des agriculteurs qui se sont émancipés et ont acquis une réelle expérience de l'irrigation en utilisant l'eau souterraine, parfois sur plusieurs décennies. Nous avons donc choisi comme point d'entrée sur le terrain le cas de retenues collinaires récentes, construites dans le cadre du programme national « 1000 retenues en 1000 jours » pour répondre aux questions suivantes : quels liens se tissent entre les politiques nationales et les initiatives locales d'aménagement hydraulique ? Comment les sphères publiques, privées et communautaires entrent-elles en négociation autour de la gestion de l'eau ? Dans la région d'Izmir, nous avons choisi des retenues collinaires dans des contextes variés (existence préalable ou non de coopérative d'irrigation, utilisation individuelle ou collective de l'eau souterraine, implication ou non de municipalités dans le transfert de gestion de l'ouvrage...) pour mettre en évidence les facteurs naturels et socio-politiques qui façonnent la géographie de l'eau actuelle, ainsi que leur évolution dans le temps. Nous avons interrogé l'articulation entre une territorialisation *a priori* descendante des aménageurs et une territorialisation « par le bas » révélée par les pratiques et logiques des irrigants. D'une part, le *waterscape* turc prend une dimension aussi bien matérielle que symbolique : la « modernisation » du paysage agricole voulue par l'Etat turc apparaît comme un projet géographique permettant de modifier ou renforcer les positions de pouvoir (matérialité et représentation des infrastructures). D'autre part, l'appropriation des projets par les irrigants semble varier en fonction des territorialités déjà existantes, des rapports locaux à l'eau, et de leur évolution. Ces agriculteurs semblent sortis de la simple position de bénéficiaires, étant capables de résistance passive ou de négociation active avec différents représentants de l'Etat pour revoir les conditions de gestion de ces nouvelles retenues collinaires. Ce travail de terrain souligne la manière dont les politiques de l'eau influent sur les pratiques locales de gestion (et inversement). Considérant les territoires de l'eau comme continuellement changeant selon les intérêts variés d'acteurs qui évoluent eux-mêmes dans le temps, notre étude rejoint une littérature émergente qui remet en question l'idée selon laquelle « l'Etat » turc est un monolithe fort, homogène et déconnecté du reste de la société, et appelle plutôt à étudier la coproduction de l'action publique en Turquie, les pratiques de médiation et les initiatives locales.

*sarah.loudin@irstea.fr*

**Laboratoire de rattachement :** G-Eau, Montpellier (France)

**Discipline :** Géographie

**Intitulé du sujet de thèse :** Peut-on évaluer expérimentalement l'impact des processus participatifs en gestion de l'eau ? Etude d'une méthode générique ciblant l'apprentissage social et la distribution des capacités

**Directeur(trice) de thèse :** Nils Ferrand (G-Eau, Irstea), Co-encadrement : Patrice Garin (G-Eau, Irstea)

**Financement :** Agroparistech, Irstea

**Année de démarrage de la thèse :** 2015

**Mots clefs :** Gestion de l'eau, évaluation de processus participatifs, expérimentation sociale, jeu de rôle, capacités, apprentissages sociaux

---

**Titre de la présentation :** Evaluating the impacts of participatory processes for water management using the capability approach: a proposal based on the role-playing game CappWag

**Résumé :** Since the end of the 1980's, the use of participatory methods to manage water resources has expended. Their impacts both on the participants and on the ecosystem are numerous : they are for example claimed to improve acceptance, relevance and to satisfy democratic expectations (EC, 2003) or contribute to long-term social and relational change (Reed, 2008). They also have received criticisms, for instance based on the fact that they could be used simply as a tool to achieve objectives pre-set by the governing forces (Daquino 2007). In this context, progress in evaluating the effectiveness of public participation methods' and their impacts on individuals and groups' decisions and practices is still required.

The use of the capability approach (CA) is a promising proposal to develop such an evaluation framework. Capabilities correspond to the possible "beings" or "doings" available to an agent (Bakhshi and Dubois 2008), that is to say "the various functionings that a person can choose to adopt, according to his or her values in order to achieve the expected lifestyle" (Sen 1999), where achieved functionings are related to well-being achievements.

Based on this theoretical approach, this paper explores how a social experiment, taking the shape of a controlled role-playing game (RPG) and coupled to qualitative tools, could serve as a generic and comparable evaluation tool to measure certain transformative effects due to the participatory processes and produce reliable assessments. The RPG is conceived as a "group performance test", implemented through an ex ante ex post protocol. As an evaluation tool, it would aim at (i) identifying the presence and/or the emergence of certain capabilities of participants, as well as the group they form; and (ii) identifying forms of social learning, all related to collective action for managing a natural resource.

Even though the advantages of such a method are multiple (e.g. quick mobilisation of stakeholders compared to classical evaluation methods, controllability and reproducibility of the measures, etc.), several challenges have to be tackled to produce a solid and effective measurement apparatus. For example, only a handful of transformative effects related to public participation can be measured with such an experimental evaluation tool, which means that they will have to be identified and selected based on the literature; similarly, the evaluation tool should disturb as less as possible the evaluated effects; and the support must be specifically adapted to allow the expression and the evaluation of the targeted effects.

To go further into this research, after a brief presentation of the capability approach and its relevance to evaluate participatory processes, we discuss how a social experiment such as a role-playing game could be a pertinent tool to perform this task, and what form it should take. We conclude this paper by exploring the challenges and the limits of such an evaluation tool.

# LUNDBERG Emma

---

emma\_lundberg@my.uri.edu

**Laboratoire de rattachement** : University of Rhode Island, Kingston, Rhode Island (U.S.A)

**Discipline** : Biology & Human Dimensions of Natural Resources

**Intitulé du sujet de thèse** : Improving scientific decision making about dams

**Directeur(trice) de thèse** : Dr. Caroline Gottschalk Druschke

**Financement** : ADD NSF FUNDING

**Année de démarrage de la thèse** : 2016

**Mots clefs** : brook trout (*Salvelinus fontinalis*), human dimensions, recreational fishing, dams, environmental conflict, public engagement, outreach

---

**Titre de la présentation** : Embodied realities of brook trout (*Salvelinus fontinalis*) : how diverging skin-to-scale relationships shape recreation-biodiversity conflict, Rhode Island, USA

**Résumé** : Brook trout (*Salvelinus fontinalis*) embody a complicated existence. They are transplanted, stocked, restored, and extirpated. They are experimented on in hatcheries, shocked by electrical currents in their native streams. They've been introduced, they've been removed, they've been worshiped, and they have been reviled. We have created management plans to ensure their perpetuity. We have planned their demise in regions they previously never existed. It is safe to say that humans have played a major role in the expansion of their native range and the various embodied realities of this species continue to be complicated, reimaged, and reconfigured. The work I present here is the beginnings of a socioecological investigation of the existing, diverse, multi-species relationships that shape recreational trout fishing and wild brook trout controversies in Rhode Island. As the relationships and interactions between native, wild species and their hatchery cousins have arisen in recent decades into a salient recreation-biodiversity conflict, understanding multi-species and divergent human community relationships with one another offers the potential to improve resource management, aid in decision making processes, and encourage innovative and inclusive solutions to "wicked" freshwater problems.

The Salmonid family, which brook trout are part of, is one of the most socioeconomically important families of fish and are widely distributed and heavily studied (Lamaze et al., 2012). Human introductions of salmonid species into freshwater systems have globally occurred to create recreational fishing opportunities (Ellender et al. 2014). Western culture's fixation on social utilitarian use of natural spaces for short-term human interests has led, in some cases, to the dismissal of ecological impacts that have potentially caused irreparable damage to aquatic systems (Cambrey 2003; Dunham et al. 2004; Pister 2001). Brook trout have been extensively studied in regard to stocked-native interactions, competition, and their life histories are well-documented (Einum and Fleming 2001; Halverson 2008; Hansen 2002; Hindar et al. 1991; Ryman et al., 1995; Valiquette et al. 2014). Nevertheless, brook trout conservation and recreational fishing for stocked trout is increasing complicated and controversial, inciting classification as a "wicked" freshwater problem. Furthermore, the Rhode Island Department of Environmental Management has identified brook trout as a species of greatest conservation need, showcasing the exigence for not only reconsidering the management status quo, but also considering the human dimensions that shape the embodied realities of brook trout in the state. As academic discussions point to an embedded incompatibility between recreation and conservation (Pouwels et al. 2011), the conflicting nature of native brook trout and recreational fishing for stocked trout offers an opportunity to dive deeper into these realities in search of lessons that might apply to other natural resource conflicts. This research has emerged from semi-structured interviews with local community members and reviews of academic literature related to salmonids, stocking, dams, and conflict. Using a mixed method approach, I integrate qualitative, quantitative, and immersive methodologies to investigate discourses, relationships, and realities through a critical theory-based epistemology. I draw upon an angler survey conducted at dammed stocking locations, interview data, participant observations, and integrate contextual analyses of management documents, community organization materials and various medias related to local brook trout controversies. This exploration strives to understand the saliency of conversations that have erupted at the seams of divergent discourses, identities, and realities that are spatially and temporally embodied so as to apply that knowledge to improving management and creating solutions within a complex, conflicting socioecological system.

# MESSAOUDI Imane

---

ime.messaoudi@gmail.com

**Laboratoire de rattachement** : Mosaïques-LAVUE, Nanterre (France) et Géosciences, Fribourg (Suisse)

**Discipline** : Géographie

**Intitulé du sujet de thèse** : Surexploitation des eaux souterraines et processus de construction des inégalités. Cas de la plaine du Saïss au Maroc

**Directeur(trice) de thèse** : David Blanchon et Olivier Graefe

**Financement** : contrat doctoral Université Paris Nanterre

**Année de démarrage de la thèse** : 2015

**Mots clefs** : irrigation, eaux souterraines, *groundwater economy*, surexploitation, agriculture, inégalités, justice spatiale et environnementale, Saïss, Maroc

---

**Titre de la présentation** : La *groundwater economy*, un mythe sous le poids de narratives, à l'origine de nouvelles inégalités sur la plaine du Saïss au Maroc

## Résumé :

La plaine du Saïss, située au Nord-Ouest du Maroc, a été marquée par la dynamique d'irrigation par les eaux souterraines et a connu une forte émergence et développement de la *groundwater economy* depuis le début des années 1990. Les agriculteurs sont passés d'une agriculture exclusivement pluviale à une agriculture en partie ou en totalité irriguée par les eaux souterraines. Cette entrée dans la *groundwater economy* a été porteuse d'opportunités aussi bien pour les agriculteurs (installation de nouveaux systèmes de production, modernisation des exploitations, amélioration du cadre de vie...) que pour les autres acteurs en amont ou en aval de la chaîne de production (puisatiers, foreurs, courtiers). Mais elle a aussi été source de nouvelles vulnérabilités résultant de contraintes économiques et sociales que les agriculteurs de la plaine ont de plus en plus du mal à dépasser. En effet, au-delà et indépendamment de l'impact lié à la baisse et à la disponibilité en eau, l'entrée même dans la *groundwater economy* et les changements de production qui y sont associés peuvent être des facteurs de vulnérabilité. L'irrigation par les eaux souterraines suppose une transformation de l'exploitation agricole : investissements lourds, changements de stratégies de production, course à l'intensification, intégration de nouvelles cultures plus exigeantes et plus consommatrices en intrants, ce qui modifie le fonctionnement de l'exploitation et comporte des risques inhérents rendant les acteurs vulnérables à des facteurs économiques comme la volatilité des prix. Si quelques travaux récents se sont intéressés à ces nouveaux facteurs de vulnérabilité et de risques qui se sont construits autour de ce nouveau mode d'irrigation, l'évolution de la *groundwater economy* a été longtemps principalement corrélée à l'évolution de facteurs hydrogéologiques (niveau de la nappe, qualité des sols et des eaux...) et expliquée par la dégradation de ces facteurs. En mettant les agriculteurs porteurs de cette *groundwater economy* au centre de mon étude et en me focalisant sur leur propre perception de cette dynamique (grâce à l'analyse de leurs discours), j'ai pu arriver à une première conclusion : la *groundwater economy* est devenue aujourd'hui un mythe dans la province d'El Hajeb, un mythe dont les narratives sont le moteur. Alors que la grande majorité des agriculteurs de la zone sont de plus en plus vulnérables et se retrouvent « piégés » dans une impasse, d'autres tout en étant lucides de la difficulté de la situation, restent « séduits » par cette dynamique et cherchent à l'intégrer à leur tour afin de réaliser leur « rêve » et prouver leur « identité ». En parallèle, des investisseurs étrangers (dits *barani*) se démultiplient et « colonisent » de plus en plus le territoire. Par ailleurs, en retraçant les trajectoires d'une soixantaine d'exploitations agricoles réparties sur trois communes rurales juxtaposées (province d'El Hajeb), j'ai pu aboutir un modèle de développement de la *groundwater economy* différent de ce qui est décrit dans la littérature : malgré une surexploitation massive et de plus en plus généralisée de la nappe, la dynamique n'est pas vouée à l'effondrement. Elle est par contre génératrice de nouvelles inégalités économiques, sociales et environnementales (inégalités d'accès et d'exploitation des ressources foncières et hydriques). Ce modèle de développement est singulier, ne conduisant pas inéluctablement à l'exclusion sociale mais plutôt à la construction d'une mosaïque d'exploitations agricoles coexistant sur un même territoire.

# MORTIER Elisabeth

---

*elisabethmortier@yahoo.fr*

**Laboratoire de rattachement** : Centre d'histoire du XIXe siècle, Paris-Sorbonne (France)

**Discipline** : Histoire

**Intitulé du sujet de thèse** : Les usages de l'eau dans la Palestine rurale (1917-1948) : enjeux agricoles, politiques et sociaux pendant la période mandataire

**Directeur(trice) de thèse** : Catherine Mayeur-Jaouen

**Financement** : contrat doctoral Paris-Sorbonne

**Année de démarrage de la thèse** : 2016

**Mots clés** : eau, Néguev, irrigation, histoire environnementale, Palestine, sionisme, mandat britannique

---

**Titre de la présentation** : Le « combat contre le désert et la sécheresse » : l'eau au Néguev et les projets sionistes à la fin du mandat britannique en Palestine

**Résumé** : Cette communication a pour sujet l'étude des stratégies de recherche et d'appropriation de l'eau dans le désert du Néguev par les sionistes à la fin du mandat britannique en Palestine. La quête de l'eau est un biais de compréhension de la superposition et de l'interaction sur un même espace de trois différents projets politiques, idéologiques et sociaux : celui des Bédouins, celui des sionistes et celui de l'autorité mandataire. Le Néguev, région désertique qui s'étend entre les montagnes de Judée au Nord, des rivages de la Méditerranée et des montagnes du Sinaï à la mer Morte jusqu'à la plaine de l'Araba au Sud, est sous le contrôle de l'autorité britannique depuis 1920. L'eau est peu abondante dans cet espace aride qui détient les plus faibles taux de pluviométrie de Palestine.

Pendant la période mandataire, l'essor démographique juif pousse les dirigeants britanniques comme les organisations sionistes à s'interroger sur les possibilités d'implantations juives dans cette région habitée par plus de 60 000 Bédouins. Le développement des activités humaines dans le Néguev devient un enjeu politique et social majeur dès la fin des années 1920 lorsque les Britanniques décident de limiter l'immigration juive en fonction de la capacité d'absorption économique du pays. Le développement des implantations agricoles dans le Néguev devient alors pour les sionistes un projet central pour permettre de contrer cette décision britannique. Cette stratégie de contournement de la limitation de la migration juive est contrariée par les décisions politiques des dirigeants du mandat : en 1937, le Néguev est intégré à l'État arabe dans le plan de partage de la commission Peel tandis que le Livre Blanc de 1939 le place dans la zone B de la Palestine dans laquelle la vente des terres est contrôlée. Les organisations sionistes cherchent alors à convaincre les Britanniques de leur capacité à établir et faire prospérer des établissements agricoles au sud de la ville de Beer-Sheva. La maîtrise de l'eau dans cet espace désertique, clé de l'implantation de toute vie humaine, est au cœur des actions sionistes. Plusieurs dynamiques sont observables dans cette quête de l'eau entre la fin des années 1930 et 1948 : la ressource hydrique est analysée et inventoriée, des techniques nouvelles et antiques héritières des Nabatéens et des Romains sont déployées pour la maîtriser tandis que la faiblesse de son apport tend à être contournée par la recherche agronomique. A ces initiatives sionistes s'ajoutent les usages domestiques et agricoles multiséculaires de l'eau par les populations bédouines qui voient leur mode de vie se confronter à une autre perception de ces usages dans cet espace désertique.

Cette étude de la conquête de l'eau au Néguev par la richesse de l'imbrication des enjeux politiques, sociaux et agricoles s'inscrit à la croisée de l'histoire politique, de l'histoire des techniques et de l'histoire environnementale et propose de montrer comment la conquête de l'eau dans cet espace devient un enjeu central pour la réalisation du projet sioniste à la fin du mandat britannique.

# MOUSSA Yayé

---

*yaye.moussa@etu.univ-tlse2.fr / moussayaye@yahoo.fr*

**Laboratoire de rattachement** : Laboratoire de Recherche en Architecture et Université Toulouse Jean Jaurès, France

**Discipline** : Géographie

**Intitulé du sujet de thèse** : Précarité hydrique et développement local dans la commune urbaine de Téra, Niger

**Directeur(trice) de thèse** : Dominique Laffly et Abdou Bontianti

**Financement** : Bourse du gouvernement français

**Année de démarrage de la thèse** : 2015

**Mots clefs** : Niger, Téra, précarité hydrique, territoire hydraulique, solidarité hydraulique

---

**Titre de la présentation** : Téra (Niger) : une ville sans eau

**Résumé** : Téra est une ville moyenne de 31 000 habitants en 2016, située à l'extrême sud-ouest du Niger. Sa position géographique lui confère le statut de ville-carrefour perchée aux frontières du Burkina Faso à l'Ouest et du Mali au Nord. En traitant aujourd'hui la question de l'eau dans la ville de Téra, on constate que la situation hydraulique se dégrade d'année en année. La crise de l'eau qui n'était pas aigue avant est devenue très préoccupante avec le temps et la pénurie s'installe de plus en plus précocement depuis quelques années. Au milieu des années 1990, le grand déséquilibre entre l'offre et la demande de l'eau intervenait généralement entre les mois d'avril et mai pour prendre fin avec les premières pluies estivales entre juin et juillet. Mais, depuis le début de la décennie 2000, du fait la croissance démographique, de l'étalement urbain et du déficit pluviométrique, ce déséquilibre s'installe déjà entre novembre et décembre et s'étale jusqu'en septembre. L'appartenance de Téra au socle cristallin du Liptako Gourma fait que les ressources en eau souterraines sont limitées et leur exploitation apparait à la fois coûteuse et aléatoire. En effet, pour un besoin journalier de 1 600 m<sup>3</sup> seulement 600 m<sup>3</sup> sont produits en moyenne. Le réseau de distribution de l'eau cesse de fonctionner dans les trois quarts du territoire de la ville pendant les trois quarts de l'année paralysant ainsi les activités socio-économiques. L'inadaptation du réseau au site de la ville fait que la distribution de l'eau est essentiellement organisée par la pente défavorisant ainsi les quartiers (Carré, Douane, TP, Résidence) qui se trouvent sur le plateau. Aussi, certains choix et le manque de volonté politique sont des facteurs essentiels dans l'analyse de la précarité hydrique. En effet, en 1980, au lieu d'alimenter la ville en eau à partir d'usine de traitement des eaux du barrage de Téra, les dirigeants d'antan avaient opté pour des forages sans tenir compte de la croissance urbaine. Aujourd'hui, la population vit une situation hydraulique dramatique que les grands programmes hydrauliques, les objectifs du millénaire pour le développement, la privatisation de l'hydraulique urbaine et la décentralisation n'ont pas pu améliorer. La résilience des populations consiste à recourir aux points d'eau traditionnels (puisards, puits traditionnels, eau du barrage), à surexploiter les quelques forages à motricité humaine et bornes fontaines, à réduire les hauteurs des robinets pour pallier la faible pression de l'eau et surtout à mutualiser les points d'eau entre quartiers et entre ville-villages. Cette solidarité hydraulique permet ainsi de réduire le déséquilibre hydraulique entre territoires et d'atténuer les effets de la précarité hydrique.

# MOUMBONGOYO Rivel

---

*rivel.moumbongoyo@gmail.com*

**Laboratoire de rattachement :** CEDETE, Orléans (France)

**Discipline :** Géographie

**Intitulé du sujet de thèse :** Activités anthropiques et qualité de l'eau dans les lacs du Bas-Ogooué (Gabon)

**Directeur(trice) de thèse :** Laurent Touchart, Pascal Bartout et Maloba Maganga Jean-Damien

**Financement :** Bourse d'étude

**Année de démarrage de la thèse :** 2017

**Mots clefs :** Lac, activités anthropiques, qualité de l'eau

---

**Titre du poster :** Lacs du Bas-Ogooué (Gabon)

**Résumé :** Les constats établis par notre enquête de terrain de 2016 et le rapport Ramsar 2017, nous ont permis de faire un panorama de la gestion de la ressource eau dans les lacs du Bas-Ogooué. Il en ressort que les ambitions diverses des acteurs sont aujourd'hui à l'origine d'une détérioration progressive de la qualité de l'eau privant ainsi les populations riveraines de la satisfaction de leurs besoins élémentaires.

Dépendant en majorité de l'eau des rivières environnantes, mais surtout du fleuve Ogooué qui occupe le territoire national à hauteur de 72% (Pourtier, 1989). Les lacs du Bas-Ogooué vivent sous le rythme d'une sur exploitation qui occasionne aujourd'hui une baisse considérable des ressources halieutiques suite à une coexistence entre une pêche artisanale et moderne utilisant des moyens plus importants qui capturent jusqu'aux poissons de faible taille. C'est surtout les pêcheurs venant d'ailleurs qui apportent ces approches ravatrices.

Aussi, avec le lancement de l'exploitation pétrolière du site Onal depuis 2009, des cas de pollution ont été constatés dans la région et laissent planer un risque constant avec la découverte récente de la mine de nobium dans la région de Mabounié qui devrait faire l'objet d'une exploitation d'ici peu. Par ailleurs, l'industrialisation du secteur bois, dont la région du Bas-Ogooué est l'une des toutes premières au Gabon ayant produit des grumes laisse donc un doute certain compte tenu du devenir des lacs qui servent de moyens de subsistance aux populations autochtones. D'autres activités anthropiques menacent considérablement l'eutrophisation des lacs. En effet, la proximité de trois villes (Djolé, Lambaréné et Port-Gentil) qui vivent au rythme d'une croissance urbaine et démographique ont des effets sur la zone lacustre.

Au-delà des mesures conservatoires prises par le gouvernement, la reconnaissance d'une zone humide Ramsar depuis 2009 et bien d'autres. Nous pensons qu'une réflexion scientifique et profonde doit être organisée aux côtés des ONGs et associations pour un développement durable et harmonieux de la région.

# NIAMIEN Kadjo Henri-Joel

---

*jniams7@gmail.com*

**Laboratoire de rattachement** : Département de Géographie de l'Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

**Discipline** : Géographie

**Intitulé du sujet de thèse** : Accès à l'eau pour la pisciculture commerciale et développement du quart Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire

**Directeur(trice) de thèse** : Joseph P. Assi-Kaudjhis

**Financement** : Financement propre

**Année de démarrage de la thèse** : 2015-2016

**Mots clefs** : Gagnoa, accès à eau, dynamique urbaine, populations, réseaux de distribution, enjeux sanitaire

---

**Titre de la présentation** : Problématique de l'accès à l'eau en milieu urbain et risques sanitaires des populations à Gagnoa (Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire)

**Résumé** : L'accès à l'eau potable est un droit fondamental pour la personne humaine. Pourtant, environ 884 millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'eau potable et la plupart d'entre elles vivent dans les pays en développement (WHO/UNICEF, 2008). L'Afrique Sub-saharienne compte plus du tiers de ce nombre avec seulement 60 % de sa population utilisant des sources améliorées d'eau potable (WHO/UNICEF, 2010).

En Côte d'Ivoire, les ressources en eau sont abondantes. Malheureusement, le pays est confronté à des déficits en eau potable qui ont un impact sur la santé des populations. Ce déficit estimé est de 350 000 m<sup>3</sup>/jour et le taux de couverture nationale en eau potable est de 61%. Cette problématique est plus accentuée dans les centres urbains qui connaissent une expansion galopante (Koukougnon, 2012). La ville de Gagnoa, ne fait pas exception à cette assertion. Elle connaît depuis quelques années des difficultés à approvisionner sa population en eau potable.

Situé au Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire et chef-lieu de la région du Gôh, la ville de Gagnoa a connu entre 1975 et 2014, une croissance de sa population passant de 42 300 à 214 000 habitants. Par ailleurs, l'urbanisation rapide de la ville ne s'est pas faite de pair avec la mise en place d'un réseau de distribution d'eau potable adapté aux exigences des populations. Le seul château d'eau dont dispose la ville construit avant les années 1980 peine à répondre au besoin des ménages. Ainsi, il s'observe une inégale distribution d'eau à l'échelle des quartiers avec de nombreuses interruptions d'eau variant de 2 à 10 jours en fonction de la distance de ces quartiers par rapport au centre-ville. Devant cette situation difficile, la majorité des ménages ont recours à de l'eau de puits. Cette eau, dans 82% des cas n'est pas consommable car malpropre. Par ailleurs, des bidons de 25 litres et des barils sont utilisés pour recueillir l'eau et la conserver. Cependant, ces différentes pratiques exposent les populations à diverses pathologies dont les plus récurrentes sont la diarrhée et le paludisme.

Cette étude soulève le problème de l'accès à l'eau dans la ville de Gagnoa et les risques sanitaires induits. Dès lors, quels sont les déterminants de l'inégale distribution de l'eau potable à l'échelle des quartiers de la ville ? Comment se caractérise la distribution de l'eau potable à l'échelle des quartiers de la ville ? Quelles sont les stratégies de résiliences développées par les ménages devant la difficulté d'accès à l'eau ? Quels sont les implications socio-économiques et sanitaires liées à la problématique d'accès à l'eau potable.

L'objet de cette étude est d'analyser les questions de la disponibilité et de l'accès de l'eau potable dans la ville de Gagnoa ainsi que les risques induits.

L'étude s'appuie sur des données secondaires. Egalement, sur une enquête par questionnaire réalisé auprès de 150 chefs de ménages répartis dans 6 quartiers choisis selon un procédé de stratification de la ville par couronne.

chloenicolasartero@gmail.com

**Laboratoire de rattachement** : CREDA (UMR7227), Paris (France)

**Discipline** : Géographie

**Intitulé du sujet de thèse** : La gestion communautaire de l'eau : vers un nouveau modèle ? La production et construction sociale de la pénurie d'eau dans la vallée du fleuve Elqui

**Directeur(trice) de thèse** : Sébastien Velut

**Financement** : Contrat doctoral Université Sorbonne-Nouvelle Paris 3

**Année de démarrage de la thèse** : 2015

**Mots clefs** : Paysages hydriques, propriété, géographie juridique, *political ecology*, Chili

---

**Titre de la présentation** : La production des paysages hydriques semi-aride au Chili : une étude de la propriété de l'eau depuis la géographie juridique et la *political ecology*

**Résumé** : Mes recherches portent sur l'évolution de la propriété de l'eau et ses effets sur la production des paysages hydriques, dans une région semi-aride chilienne, des années 1950 à nos jours. La *Radical Political Ecology* déconstruit les interprétations apolitiques et anhistoriques des changements environnementaux et des rapports entre la société et l'eau. Le concept de « waterscape » permet notamment d'étudier les relations dialectiques entre les aspects matériels et immatériels qui déterminent la distribution de l'eau dans des contextes d'économie politique spécifiques. En suivant cette perspective, la géographie juridique critique invite à étudier plus précisément, les dispositifs géo-légaux, c'est-à-dire le jeu social existant autour des règles du droit dans un cadre territorial particulier, qui participent à la production de l'espace. Depuis ces perspectives théoriques et épistémologiques et de l'étude du cas du fleuve Elqui, situé dans la région de Coquimbo, je cherche à comprendre comment une vallée semi-aride, où la fréquence des précipitations a connu de fortes variabilités ces dernières années, peut constituer un espace de production, agricole et minier, insérer dans l'économie globale ? Mon hypothèse est que la formation des paysages hydriques actuels ne s'explique pas uniquement par les avancées technologiques, ni par une gouvernance et un marché de l'eau efficaces, mais par une appropriation et production, conjointe et stratégique, de l'espace et du droit par les institutions étatiques, les usagers et les organisations d'usager de l'eau. Je mets en évidence trois périodes qui conduisent à une concentration de la propriété de l'eau à des fins productives ou spéculatives, au détriment des usages domestiques, récréatifs ou de subsistances conduisant à l'avancée de la frontière extractive. Ces appropriations se traduisent également par le développement de stratégies de résistance basées sur la valorisation des connaissances locales et des représentations de l'eau comme bien commun.

De 1950 à 1980, la concentration des terres et de l'eau résulte des politiques de la contre-réforme agraire autorisant une réappropriation des titres fonciers – et de l'eau associée – concédés pendant la réforme agraire. À partir des années 1980, la figure de l'État « subsidiaire » à travers la Dirección General de Aguas, octroie, dans le territoire de la Junta de Vigilancia de Elqui, seul bassin « ouvert », des titres aux secteurs productifs ou spéculatifs sans considérer les usages existants ni l'accaparement stratégique des affleurements pas exfiltration et la surexploitation illégales des nappes souterraines. La concession exclusive des eaux souterraines pour l'usage domestique en milieu rural facilite, de plus, l'appropriation des eaux superficielles pour l'usage agricole. Dès les années 1990, dans un contexte d'insertion du pays dans l'économie globale, la construction du barrage de Puclaro et d'infrastructures routières jusqu'aux villages en amont agissent comme des « dispositifs spatio-temporels » pour l'avancée extractive. La promotion de la décentralisation conduit à l'octroi de plus de pouvoir aux deux Juntas de Vigilancia du bassin. La Junta de vigilancia du fleuve Elqui crée des règles qui permettent une dépossession de l'eau, pour non régulation et par endettement, rendue possible par l'usage de technologies et légitimée par les discours sur le réchauffement climatique, ce qui renforce la concentration de l'eau pour les secteurs agroindustriels, miniers et touristiques. La Junta de vigilancia et la Communauté Agricole de la rivière Derecho s'allient pour produire des règles internes aux organisations et une réserve naturelle protégée, s'appuyant sur une nouvelle représentation de l'eau « bien commun » et un sentiment d'appartenance au territoire fort, afin de freiner l'avancée de la frontière extractive. Si depuis 2005, dans l'ensemble du bassin, l'allocation des titres passe par le marché, le nombre de vente est faible dû à leur valeur, pour autant, la Junta de Vigilancia du fleuve Elqui promeut des locations informelles entre les secteurs miniers, sanitaires et agricoles, tandis que la Junta de vigilancia de la rivière Derecho dissuade les agriculteurs de vendre aux grands propriétaires afin de ne pas renforcer leur pouvoir.

# ORSINGHER Enrico

---

*enrico.orsingher@gmail.com*

**Laboratoire de rattachement :** CRH (EHESS), Paris (France)

**Discipline :** Histoire moderne

**Intitulé du sujet de thèse :** Syncrétismes turco-vénitiens. Les enjeux culturels, linguistiques et religieux de la présence de captifs turcs dans la terre ferme vénitienne (XVIe-XXIe siècles)

**Directeur(trice) de thèse :** Pierre-Antoine Fabre

**Financement :** Région Ile-de-France, ARDoc (hors-DIM) 2013, thématique : Sciences du langage, langues et littérature

**Année de démarrage de la thèse :** 2013-2014

**Mots clefs :** Esclavage méditerranéen, Venise, Empire ottoman, lagune, fleuve, ecocriticism, linguistique historique

---

**Titre de la présentation :** Une approche écocritique à la source linguistique. Eau et captifs turcs dans la terre ferme vénitienne à l'époque moderne

**Résumé :** L'esclavage méditerranéen en époque moderne a été longtemps un phénomène négligé voire caché par l'historiographie. Pourtant, dans les dernières décennies, les historiennes et les historiens ont démontré qu'au moins jusqu'à l'époque du Congrès de Vienne, naviguer dans le Mare Nostrum, avec le constant danger d'une attaque des corsaires ou pirates, ou celui d'un naufrage devant des côtes « étrangères », pouvaient faire courir le risque de devenir captifs. Sans solution de continuité, du Moyen Age à la conquête française de l'Algérie (1830), l'esclavage était une réalité quotidienne pour les sociétés méditerranéennes, dans la rive nord ainsi que dans la rive sud du bassin. Dans l'historiographie de l'esclavage méditerranéen, la terre ferme vénitienne, correspondant à peu près aux actuelles régions italiennes de la Vénétie, du Trentin et du Frioul, résulte comme un « trou noir » dans les sources : aucun esclave semble avoir été employé par la Sérénissime comme main-d'œuvre gratuite pour effectuer des travaux d'intérêt public. Ces données semblent très étranges au vu d'un contexte où les puissances chrétiennes faisaient un large usage de captifs musulmans en tant que main-d'œuvre et vice-versa ; mais, dépourvu de sources archivistiques traditionnelles qui traitent la matière, l'historien se trouve donc à confirmer le mythe que Venise elle-même diffusait : un état qui, malgré les occasions de pillage de captifs offertes par les répétés affrontements avec la Sublime Porte, s'engageait à ne pas utiliser de main-d'œuvre captive ottomane pour ne pas mettre à mal des rapports diplomatiques délicats et vitaux pour ses intérêts. Mais si on sort des archives et on se concentre sur les sources non volontaires, qui n'ont pas été produites par les autorités, nous croyons qu'il est possible de combler ce trou historiographique. On a en effet observé que certains mots du dialecte vénitien, des dictons et comptines ainsi que certains toponymes semblent témoigner d'une présence turque de longue durée dans la terre ferme vénitienne.

Dans la lagune nord-orientale vénitienne, dans une zone circonscrite entre les embouchures des fleuves Sile et Piave, des mots dialectaux semblent dériver directement de la langue ottomane. Tout au long de l'époque moderne, ces zones ont été intéressées par des laborieux et dangereux travaux de diversion et endiguement de ces deux fleuves, menés par la Sérénissime pour éviter l'ensablement de la lagune. Ces aménagements étaient constamment détruits par la fureur des crues des fleuves, ce qui obligeait le gouvernement à recommencer toujours ex nihilo. Pour trouver d'autres traces d'une probable présence turque de longue durée dans le territoire, il suffit de remonter l'axe du fleuve Piave jusqu'à la région alpine de la Vénétie, où l'on trouve les mines de fer et les forêts de propriété de la République qui assuraient à Venise une sorte d'autarcie dans l'approvisionnement de matières premières pour la construction et le maintien de ses flottes. Tout au long du fleuve Piave on trouve au moins quatre toponymes de probable étymologie turque et un qui fait directement référence aux turcs. Que l'eau soit un vecteur de transport et de ravitaillement des biens produits dans les contrées les plus lointaines de la capitale ou un élément menaçant à endiguer et contrôler, elle semble représenter le fil rouge nous permettant de retracer une histoire perdue qui pourrait combler un grand manque historiographique. Le rapport avec l'eau, un élément si prégnant dans l'organisation spatiale et économique de cette région, pourrait être aussi la réponse à la question de la transmission de ce patrimoine linguistique jusqu'à nos jours. Comment, en effet, justifier le fait qu'une présence finalement assez marginale puisse avoir laissé des vestiges jusqu'aujourd'hui ? Seulement une enquête écocritique sur les rapports que les habitants de la terre ferme vénitienne entretenaient avec leur environnement, où l'eau joue un « rôle fondateur » pour le facteur socio-anthropologique, pourrait nous expliquer comment la langue des captifs turcs puisse avoir marqué de manière si durable le patrimoine linguistique de cette région.

# RESCH Mathilde

---

*mathilde.resch@gmail.com*

**Laboratoire de rattachement** : PRODIG, Paris (France)

**Discipline** : Géographie

**Intitulé du sujet de thèse** : La gestion du risque de pollution de la ressource en eau dans les grandes métropoles. Le cas de la ville de Paris (*titre provisoire*)

**Directeur(trice) de thèse** : Gilles Arnaud-Fassetta et Emilie Lavie

**Financement** : Contrat doctoral

**Année de démarrage de la thèse** : 2016

**Mots clefs** : Ressources en eau souterraine, qualité de l'eau, agriculture, cycle hydrosocial, relations villes-campagnes, jeux de pouvoir, Paris, Bassin parisien

---

**Titre de la présentation** : Protéger les ressources en eau souterraine de la ville de Paris : réflexions sur les relations et les jeux de pouvoir entre la ville consommatrice et les campagnes productrices d'eau potable

**Résumé** : La capitale française est aujourd'hui alimentée à hauteur de 50% par des eaux d'origine souterraine issues de captages distants, situés en Île-de-France, mais aussi en Normandie, dans le Centre-Val de Loire et en Bourgogne-Franche Comté. Le recours à ces ressources remonte à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et s'explique alors par la volonté de fournir aux Parisiens une eau de qualité, non polluée par les effluents de la grande ville. Cependant, on observe au cours du XX<sup>ème</sup> siècle une augmentation des teneurs de certaines substances dans les eaux souterraines utilisées pour la production d'eau potable. Les paramètres les plus problématiques étant les nitrates et les produits phytosanitaires, l'agriculture intensive, qui domine sur les territoires où l'eau est captée et qui recourt massivement à ces intrants depuis le lancement de la Politique Agricole Commune, est largement incriminée. Afin d'assurer de façon durable le respect des normes sanitaires au robinet du consommateur, la ville de Paris affiche sa volonté de mettre en œuvre des actions ambitieuses visant à réduire la pollution « à la source ». Nous nous interrogerons sur le contexte dans lequel interviennent ces actions, en plaçant au cœur de la réflexion la dimension spatiale de l'enjeu de protection des ressources en eau souterraine de Paris. En effet, cet enjeu implique un dialogue et une concertation entre des territoires très différents (d'un côté, la capitale française, métropole mondiale ; de l'autre, des territoires ruraux dominés par l'activité agricole) et géographiquement éloignés.

Il s'agira dans un premier temps de présenter les problématiques liées à la qualité de l'eau consommée à Paris. Un travail d'analyse des teneurs en nitrates et phosphates dans l'eau distribuée au robinet, réalisé au cours des années 2015 et 2016, permettra de caractériser cette qualité. Les territoires sur lesquels ces eaux souterraines sont captées seront ensuite présentés ; les facteurs de vulnérabilité des ressources seront exposés à travers la compréhension du fonctionnement des hydrosystèmes. Nous reviendrons ensuite sur les actions initiées par la ville de Paris pour prévenir la pollution de ses captages.

Dans un second temps, la réflexion s'élargira sur les relations villes-campagnes et plus spécifiquement celles qui caractérisent la capitale et son *hinterland*. En effet, les territoires sur lesquels Paris prélève son eau font également partie du bassin nourricier historique de la capitale. Les tensions entre la vocation agricole de ces territoires et la mobilisation par Paris d'une eau devant satisfaire aux critères sanitaires seront donc évoquées. À ce stade, une synthèse bibliographique permettra d'exposer ces questions et de dresser le cadre théorique (cycle hydrosocial) et méthodologique de la thèse.

Finalement, les implications de ces relations entre Paris et les campagnes du Bassin parisien seront étudiées à l'échelle plus fine des bassins d'alimentation des captages. Des enquêtes de terrain (entretiens, observation participante) et l'analyse de documents émanant de divers acteurs (articles de presse, comptes-rendus de réunions, documents informatifs...) permettront de mettre en évidence les représentations et les discours construits autour de l'enjeu de protection des ressources en eau souterraine mobilisées par Paris. Les jeux de pouvoir que ces discours et représentations révèlent seront alors exposés.

rouillegaele@gmail.com

**Laboratoire de rattachement** : Mosaïques-LAVUE, Nanterre (France)

**Discipline** : Géographie

**Intitulé du sujet de thèse** : L'eau entre production agricole et protection environnementale : les paiements pour services environnementaux liés à l'eau au Kenya

**Directeur(trice) de thèse** : David Blanchon

**Financement** : Contrat doctoral

**Année de démarrage de la thèse** : 2014

**Mots clefs** : paiements pour services environnementaux, eau, Kenya, préservation, *political ecology*

---

**Titre de la présentation** : Retracer l'histoire environnementale du lac Naivasha à partir des discours académiques, associatifs et médiatiques

**Résumé** : Depuis la fin des années 1970, la région du lac Naivasha dans la vallée du Rift au Kenya a été le terrain de transformations très importantes. Après l'installation de nombreuses exploitations horticoles dont la production est destinée à l'export sur les rives du lac Naivasha, cette zone est devenue un nouveau pôle économique majeur à l'échelle nationale et la croissance démographique y a également été très forte. Au même moment sont apparues des inquiétudes à propos de l'impact de cette activité économique sur l'équilibre écologique du lac. Leur intensité culmine à la fin des années 2000, au moment où le niveau du lac diminue fortement, ce qui semble avoir largement motivé la mise en place de projets environnementaux.

Nous nous proposons dans cette communication d'examiner les changements de discours à propos des problèmes environnementaux identifiés dans la zone et les causes attribuées à ceux-ci depuis quatre décennies. Pour ce faire, nous nous appuyerons sur une étude des publications scientifiques produites sur la zone, sur des archives de presse et sur les archives de l'association Lake Naivasha Riparian Association (LNRA) auxquelles nous avons eu accès durant notre dernier séjour de terrain (2016). En adoptant l'approche de la *political ecology*, nous aborderons les discours étudiés dans une perspective critique, en cherchant notamment à interroger leur contenu et les effets de leur diffusion.

Nous verrons que ces discours, s'ils sont émis par des acteurs variés et s'ils évoluent dans le temps, ont pour point commun de pointer la détérioration à l'œuvre de la santé du lac en adoptant un ton volontiers catastrophiste. Dans un pays exposé au stress hydrique et où la répartition des ressources en eau est très inégale, les fluctuations du niveau du lac sont scrutées de près. Malgré le fait que la complexité et la variabilité du système lacustre local soient largement reconnues, ces fluctuations sont régulièrement interprétées comme étant le symptôme d'une anomalie provoquée par les activités anthropiques (et ce, à différentes échelles). Sans remettre en cause la fragilité de l'écosystème local et son exposition à des perturbations extérieures, nous nous interrogerons sur l'intérêt politique et/ou économique que représente le caractère peu nuancé de ces discours.

heloise.valette@ut-capitole.fr

**Laboratoire de rattachement** : LEREPS, Toulouse (France)

**Discipline** : Socioéconomie

**Intitulé du sujet de thèse** : Penser l'articulation entre la gouvernance des ressources en eau et celle des services d'eau dans les villes en développement : les apports de l'économie institutionnaliste. Le cas de la ville de Surakarta (Indonésie)

**Directeur(trice) de thèse** : Catherine Baron

**Financement** : ATER

**Année de démarrage de la thèse** : 2014

**Mots clefs** : gouvernance des ressources en eau, services urbains d'eau, qualification, Indonésie, articulation

---

**Titre de la présentation** : Penser l'articulation entre gouvernance des ressources en eau et des services d'eau urbains à Surakarta (Indonésie). Une analyse en termes de qualification de l'eau

**Résumé** : La communication part du constat d'une déconnexion entre des approches centrées sur la gouvernance des ressources en eau et d'autres centrées sur la gouvernance des services d'eau urbains, à la fois sur le plan théorique, en particulier dans la littérature économique, et sur le plan empirique, à travers l'illustration de la ville de Surakarta en Indonésie. Au niveau de la littérature, on peut identifier divers courants en économie de l'environnement qui portent sur la gestion des ressources naturelles, dont l'eau, (Dietz et al., 2003 ; Ostrom, 1990 ; Pahl-Wolst, 2009), sans se préoccuper spécifiquement de la dimension eau potable. Cette dernière renvoie plus à des travaux sur les services en économie des organisations (Ménard, 2013) ou en économie institutionnaliste (Shirley, 2002). Au niveau des politiques publiques indonésiennes, on constate un éclatement institutionnel entre gouvernance de la ressource et des services, qui se retrouve dans les modes de gouvernance et les dispositifs de gestion. Cet éclatement est exacerbé par la distinction entre des dispositifs mis en place en zones rurales et d'autres en zones urbaines. Or, nous postulons que la vision éclatée d'un même processus qui prédomine entrave une gestion raisonnée des eaux et ne permet pas de penser un modèle soutenable d'accès à une eau saine pour le plus grand nombre en milieu urbain. La communication ambitionne d'analyser les dynamiques d'articulation – ou de déconnexion – entre gouvernance des ressources et des services d'eau, à travers la manière dont l'eau est qualifiée dans les discours et dans les règles. Nous émettons l'hypothèse que la déconnexion ressources / services s'exprime par différents types de qualification de l'eau. Plus précisément, les différents types de qualification reflètent un conflit entre les acteurs en charge de la ressource et de ceux chargés de l'accès à une eau saine. Cette qualification au niveau des discours va se traduire dans les règles de gouvernance. Nous mobiliserons comme point de départ les approches en économie institutionnaliste de l'environnement (Ostrom, 1990, 2005 ; Harribey, 2011 ; Allaire, 2016) pour débattre des qualifications de l'eau en Indonésie selon ses caractéristiques biophysiques (Ostrom, 2005) ou matérielles (Godard, 1980) d'une part, et ses formes institutionnelles (Godard, 1980), régimes de propriété (Schlager and Ostrom, 1992) ou modes de gestion associés (Allaire, 2016 ; Harribey, 2011) de l'autre. La confrontation de ces grilles au terrain indonésien aboutira à la nécessité de les compléter par des approches en *radical political ecology*, dans la mesure où celles-ci insistent sur l'importance des rapports de pouvoir et de domination, ainsi que des facteurs sociohistoriques dans la manière de qualifier l'eau (Swyngedouw, 1999 ; 2004 ; Budds, 2009 ; Linton, 2010). Elles permettent aussi de faire une place entière à la rhétorique de l'éthique, récurrente dans la question de l'accès à l'eau (Sultana, Loftus, 2012). Nos résultats montreront tout d'abord une déconnexion exacerbée entre une qualification de l'eau comme « ressource technico-productive » — portée par des bailleurs de fonds, des acteurs privés (Danone, secteur minier) et certains ministères —, et comme « droit », portée par des ONG, chercheurs et associations militant en faveur du droit à l'eau. Ces dynamiques ont abouti en 2015 à l'annulation de la loi sur l'eau n°7/2004 par la Cour constitutionnelle indonésienne suite aux recours en justice d'associations de défense du droit à l'eau. Les enquêtes montreront toutefois que cette annulation a été largement disqualifiée par des acteurs du secteur privé ayant une capacité importante à se structurer et à mobiliser une communauté scientifique. En conséquence, elle n'a eu quasiment aucun effet dans les règles de gouvernance. Ensuite, nous montrerons que, dans certains cas, la frontière entre ressources et services est très poreuse. Par exemple, les opérateurs d'eau, acteurs publics municipaux et communautés qualifient l'eau souterraine et l'eau « saine », de manière indifférenciée. Dans le même ordre d'idée, on constate une frontière quasi inexistante entre l'eau de source et l'eau potable dans les discours de la majorité des acteurs et dans leur représentation.

*martine.verdy@umontreal.ca / martineverdy@gmail.com*

**Laboratoire de rattachement** : Chaire de Recherche du Canada en Eau et Urbanisation, Université de Montréal, Canada

**Discipline** : Géographie

**Intitulé du sujet de thèse** : Relations interterritoriales, hydroélectricité et nationalisme : le cas de Churchill Falls au Labrador

**Directeur(trice) de thèse** : Kathryn Furlong

**Financement** : Chaire de Recherche du Canada en Eau et Urbanisation

**Année de démarrage de la thèse** : 2012

**Mots clefs** : Hydroélectricité, territoire, histoire environnementale, Churchill Falls, Terre-Neuve, Québec

---

**Titre de la présentation** : Relations interterritoriales, hydroélectricité et pouvoir : le cas du fleuve Churchill au Labrador

**Résumé** : La construction du barrage de Churchill Falls représente une histoire de conflits entre les Provinces du Québec et de Terre-Neuve (Canada). C'est une histoire qui se poursuit dans le présent et qui n'a pas été racontée de manière à inclure conjointement la perception du Québec ainsi que celle de Terre-Neuve.

À son entrée dans la Confédération Canadienne en 1949, Terre-Neuve n'a pas les ressources humaines ni financières pour développer son hydroélectricité de manière indépendante. La Province confie alors le développement de ses ressources hydriques au Labrador à un conglomérat de banques anglaises, soit la British Newfoundland Company (Brinco). Brinco met ensuite sur pied la Churchill Falls (Labrador) Corporation (CFLCo) responsable du développement hydroélectrique de Churchill Falls. Après de longues négociations dans les années 1960, CFLCo et Hydro-Québec, l'entreprise publique responsable de la distribution et de la production d'électricité au Québec, signent un contrat le 12 mai 1969 qui garantit la vente à Hydro-Québec à un prix dérisoire de la quasi-totalité de l'électricité du barrage de Churchill Falls, soit environ 5400 MW. La date officielle de complétion du barrage est le 1er septembre 1976 et marque l'entrée en vigueur du contrat pour une période de 65 ans. Pour la Province de Terre-Neuve, le contrat de Churchill Falls représente une injustice et une blessure profonde, tandis que pour le Québec, il a été un gage de développement économique.

L'objectif de cette présentation est de réaliser une analyse des négociations menant à une lettre d'entente en 1966 puis à un contrat officiel en 1969 pour le développement du barrage de Churchill Falls dans le but de mieux comprendre les relations interterritoriales dans l'histoire des grands projets hydroélectriques. Peu d'études sur les barrages hydroélectriques ont intégré les différentes relations qui existent entre les frontières affectées par ces divers projets. De plus, le cas du barrage de Churchill Falls a peu été étudié et bénéficierait d'être approfondi davantage. La principale question de recherche est : Comment les relations interterritoriales influencent le développement de grands projets hydroélectriques?

Cette étude repose sur un cadre conceptuel basé sur les notions de territoire et de pouvoir en géographie et permet de comprendre le rôle des pouvoirs étatique et économique et leur influence sur le territoire. La méthodologie utilisée se base sur deux axes, soit : 1) l'analyse d'archives provinciales à Terre-Neuve et 2) l'analyse de la couverture médiatique sur le projet de 1963 à 1969. Ces données ont été recueillies lors d'un terrain d'un mois à St. Johns, Terre-Neuve, en janvier 2015 et à Churchill Falls au Labrador en mars 2015. À St. John's, les données proviennent de « The Rooms Provincial Archives » et du « Centre for Newfoundland Studies » à Memorial University. Cette recherche permet d'approfondir la compréhension du conflit découlant de Churchill Falls et de mieux comprendre comment certains grands projets hydroélectriques influencent et sont influencés par plusieurs territoires simultanément. Cette étude contribue ainsi à des débats théoriques en géographie en apportant un aspect interterritorial à la littérature sur les grands projets hydroélectriques et sur les notions de territoire et de pouvoir.

# YOUNSA H. Hassane

---

hyounsa@yahoo.fr

**Laboratoire de rattachement** : UMR 5319 Passages-Université Bordeaux Montaigne en cotutelle avec Ville Environnement Société (VESO)-Université Abdou Moumouni (Niger)

**Discipline** : Géographie (Aménagement de l'Espace et Urbanisme)

**Intitulé du sujet de thèse** : Défis des services d'eau de Niamey (Niger)

**Directeur(trice) de thèse** : Pascal Tozzi (UMR 5319-CNRS-Université Bordeaux Montaigne) et Abdou Bontianti (VESO Université Abdou Moumouni), codir. Sandrine Vaucelle (UMR 5319-CNRS-Université Bordeaux Montaigne)

**Financement** : bourse de mobilité de la Coopération Française au Niger (18/36 mois)

**Année de démarrage de la thèse** : 2014/2015

**Mots clefs** : Accès à l'eau ; villes sahéliennes ; Niamey, compteur d'eau, défis, fragmentation socio-spatiale, services d'eau

---

**Titre de la présentation** : Les défis de l'accès à l'eau potable par compteur commun à Niamey (Niger)

**Résumé** : Le compteur d'eau, est un objet technique banal mais qui suscite de débats vifs et controversés même dans les pays développés où un accès universel à l'eau a été opéré depuis plusieurs décennies. Dans les pays en voie de développement, notamment dans les villes sahéliennes où l'accès à l'eau du réseau technique est marqué par une fragmentation socio-spatiale, avoir un compteur d'eau est un privilège. Il est aussi synonyme de défis : règlement des factures, maîtrise de la consommation, etc. Ces défis deviennent encore multiples lorsqu'il s'agit d'un compteur commun, résultat d'un arrangement socio-spatial et économique. Il se rencontre généralement dans l'habitat collectif (cour commune) accueillant des citoyens aux revenus modestes. Au-delà du défi que constitue le paiement régulier des factures d'eau par des ménages (parfois) géographiquement et culturellement distinctes, les usagers doivent aussi définir une gestion concertée (lutte contre le gaspillage, restriction horaire pour l'approvisionnement, etc.) pour une durabilité du service.

Ainsi, contribuer à la réflexion sur les défis de l'accès à l'eau potable par compteur commun dans une ville sahélienne à travers l'exemple de Niamey est-il l'objectif principal de cette communication. Pour y parvenir, une méthodologie axée sur la recherche documentaire, une enquête ménage par questionnaire et des entretiens auprès des opérateurs de l'eau a été menée.

Les résultats obtenus montrent que 43% des ménages branchés ont accès à l'eau grâce à un compteur commun. Mêlant solidarité, générosité et équité, six méthodes de calcul sont utilisées pour payer les factures mensuelles. Cependant, la survenance des suspensions de la fourniture d'eau pour impayés sous l'effet de facteurs internes (mauvaise gestion) et externes (système de tarification) interroge sur une offre de service social et économique adaptée pour les usagers des compteurs d'eau communs.

## RENCONTRES ENTRE JEUNES CHERCHEURS ET PROFESSIONNELS

À la demande des doctorants de la précédente édition des Doctoriales, un temps de rencontres entre jeunes chercheur.se.s et professionnel.le.s du monde de l'eau a été aménagé mardi 5 décembre (14h-16h). Seront ainsi présents des représentants d'institutions internationales, d'entreprises, de bureaux d'étude et d'associations du secteur de l'eau.

Afin de faciliter la prise de contact, ces rencontres auront lieu en deux temps. D'abord, nous organiserons des échanges rapides en face-à-face (binôme jeune chercheur/professionnel), sous le format du « speed networking », dans une salle dédiée. Ce format cherche à favoriser une première prise de contact rapide et permet aux jeunes chercheurs de rencontrer un grand nombre de professionnels en un temps court. Le doctorant aura une minute pour se présenter et évoquer ses compétences de manière concise. Le professionnel aura également une minute pour présenter les actions de son institution, et expliquer si le profil du doctorant les intéresserait pour mener, entre autres, des études, des exercices de prospective, ou encore pour élaborer des formations destinées au grand public. Chaque doctorant pourra ainsi échanger avec une dizaine de professionnels au cours de cette première phase.

Ensuite, la seconde phase donnera lieu à des échanges plus longs et plus approfondis. Les jeunes chercheurs pourront revenir vers les personnes qu'ils souhaitent, pour des discussions plus libres au niveau du stand de l'institution en question. Ils pourront développer les échanges autour de leurs expériences et centres d'intérêts, tandis que les professionnels pourront détailler les opportunités d'emploi dans leur secteur, ou encore conseiller des manières de mettre en valeur les compétences de chercheur dans des candidatures auprès de leur institution.



## 2<sup>e</sup> EDITION DE L'EXPO BIBLI-EAU

### « L'apport des sciences sociales aux études environnementales »

du 4 au 15 décembre 2017



**Après la réussite de sa première exposition Bibli-EAU « l'eau au carrefour des disciplines »** organisée en janvier 2017, le Rés-EAUx lance une deuxième édition de l'expo Bibli-EAU. Durant deux semaines, du 4 au 15 décembre 2017, une exposition d'ouvrages scientifiques sera organisée à la bibliothèque universitaire de Nanterre, dans le couloir d'économie (Université Paris Nanterre).

**Cette deuxième expo Bibli-EAU s'intéresse à l'apport des sciences sociales aux sciences naturelles dans le cadre des études environnementales.** Dans les dernières décennies, et plus particulièrement depuis quelques années, les problématiques environnementales ont pris une place croissante dans les sciences sociales. Ces dernières offrent des éclairages nouveaux aux débats et controverses associées à ces problématiques.

La seconde édition de l'expo Bibli-EAU a pour objectif de mettre en valeur la richesse du dialogue entre sciences sociales et sciences naturelles et de révéler, à travers 50 ouvrages scientifiques soigneusement sélectionnés, le dynamisme du dialogue interdisciplinaire et du croisement des approches. L'objectif est aussi de présenter aux étudiants un premier aperçu de la diversité des approches et des écoles de pensée au sein même des humanités environnementales (*histoire environnementale, political ecology, science and technology studies...*).

Les ouvrages (en langues française ou anglaise) sélectionnés, ont pour point commun de mettre en valeur ce qui nous semble être les principaux apports des sciences sociales aux études environnementales et que nous avons résumé autour de trois thématiques :

- **Sortir du tout technique.** Des problèmes de gestion des ressources naturelles ?
- **Questionner les approches normatives.** De la complexité dans les modes de gouvernance ?
- **Repolitiser.** Gouvernance ou gouvernement ?

Les auteurs de certains ouvrages exposés seront là pour vous les présenter :

**Lundi 4 décembre à 18h**, à la MAE de Nanterre : pour le lancement de l'expo Bibli-EAU (qui coïncide cette année avec la première journée des Doctoriales en sciences sociales de l'eau), **Cyril Lemieux** et **Alice Ingold** nous présenteront « Critiquer », un des trois ouvrages de la trilogie 'Faire des sciences sociales'.



**Cyril Lemieux**, sociologue et directeur de recherche à l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), nous présentera cet ouvrage – paru en septembre 2015 – qu'il a dirigé. Il évoquera avec nous les objectifs de ce livre et son contexte de réalisation. Il fera ensuite un point sur son contenu et discutera **l'apport des sciences sociales à l'analyse des controverses et des débats publics sur la gestion des ressources environnementales**.

**Alice Ingold**, géographe et maître de conférence à l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS, CRH) nous présentera ensuite un chapitre qu'elle a rédigé pour ce livre, à savoir : « **Qu'est-ce qu'un fleuve ? Critique et enquêtes à l'épreuve de situations indéterminées** ».

Une deuxième présentation d'ouvrage est prévue pour la clôture de l'exposition le **vendredi 15 décembre 2017** et une journée d'étude -pour prolonger les discussions autour de l'apport des sciences sociales aux études environnementales- suivra le **vendredi 19/01/2018**.

*Lieu de l'exposition: Bibliothèque universitaire de Nanterre (couloir de l'économie)*

*Lieu de la présentation des ouvrages: Maison des étudiants, campus de Nanterre (lieu à confirmer)*

# EXPOSITION PHOTOGRAPHIQUE



**L'objectif de cette exposition photographique** est de mettre en avant les techniques d'accès aux ressources en eau. L'inscription matérielle des techniques d'exhaure : les objets techniques, ont ceci de particulier qu'ils sont très présents dans le paysage, repérables à leurs formes souvent imposantes. Mais leur intérêt est occulté parce que l'attention est focalisée sur leur finalité : trouver l'eau. Or les techniques ne sont présentes dans un environnement social que du fait d'acteurs qui les utilisent ou les diffusent, qui souvent les conçoivent, les (ré)inventent et les adaptent à leurs réalités locales. Le point focal n'est donc pas uniquement la technique (l'objet), mais aussi les réseaux d'acteurs qu'elle mobilise et les territoires où elle se déploie (le « *système technique* »). Cette entrée par des objets matériels peut ainsi permettre d'identifier et de comprendre des structures sociales et politiques souvent non apparentes, traversées par – en même temps qu'elles l'influencent – l'évolution technique.

Lieu : Hall du bâtiment W